

Commission Cliche

Fallait-il mettre le carcan à tous les syndiqués?

une analyse de Léonce Gaudreault

La Commission Cliche a réagi comme le médecin qui, découvrant un cancer, déciderait d'étendre son intervention à tous les membres de la famille du malade.

Le gouvernement pourrait suivre la même logique implacable. A partir des ouvertures que lui donne la Commission Cliche, il peut, en effet, étendre l'ensemble des mesures coercitives à la totalité du mouvement syndical au Québec.

Le ministre Jean Coutu n'a-t-il pas déclaré que les mesures proposées par la Commission seraient "d'abord" appliquées au secteur de la construction; et son premier ministre, qu'il se préparait à mener une lutte sans merci contre les centrales syndicales.

Le diagnostic de la Commission Cliche était pourtant très clair. Le cancer du banditisme, de la corruption et de la violence n'avait atteint que quelques syndicats (plombiers, électriciens et opérateurs de machinerie lourde de la FTQ; et les mécaniciens d'ascenseurs) et sa cause principale était due à la présence d'un homme: André Desjardins.

A partir d'une insécurité d'emploi chronique dans l'industrie de la construction, cet homme avait réussi à ériger un empire personnel sur les principaux syndicats de métiers mécaniques de la construction, au détriment des intérêts des travailleurs et avec la complicité d'intérêt du patronat et du gouvernement.

En modifiant les règles du jeu comme elle l'a fait sur les questions de sécurité d'emploi, de placement et de pluralisme syndical, la Commission n'avait plus besoin de proposer les mesures coercitives qu'elle a retenues contre le mouvement syndical.

Les recommandations positives

Voyons d'abord les recommandations positives qui sont de nature à civiliser les relations de travail dans la construction.

En proposant une forme de garantie de revenus, s'appuyant à la fois (1) sur une meilleure planification des travaux de construction, (2) sur un contingentement de la main-d'oeuvre et (3) sur la création d'un fonds de prestations supplémentaires à celles du régime d'assurance-chômage, la Commission règle en bonne partie le problème de l'insécurité d'emploi. Cette insécurité était l'une des causes de la violence puisqu'elle obligeait les travailleurs à lutter par tous les moyens, y compris la violence, pour conserver leur gagne-pain.

Cette sécurité étant acquise, les commissaires pouvaient se trouver justifiés de retirer des syndicats le contrôle sur l'embauche. Les bureaux d'embauche accentuaient les rivalités inter-syndicales et étaient même utilisés par des leaders peu scrupuleux (dans les syndicats qui doivent être mis en tutelle) pour assooir leur pouvoir personnel mercantile.

En confiant l'administration de l'embauche au nouvel Office de la construction, même si cela entraîne la perte d'un moyen de défense syndical acquis de longue lutte, on peut croire qu'une autre cause de violence particulière au monde de la construction est éliminée.

L'amélioration des conditions de sécurité sur les chantiers et l'accélération du processus de règlement des griefs vont également dans ce sens. Le processus de griefs était tellement lent qu'il était une incitation de plus pour les ouvriers à se faire justice sur place, par des ralentissements de travail ou des débrayages illégaux.

Enfin, la Commission retire à la FTQ le monopole de négociations qu'elle avait acquis avec la complicité du gouvernement (bill 9) et propose de nouvelles règles d'adhésion syndicale pendant les périodes de maraudage.

Toutes ces mesures pourraient modifier profondément les règles du jeu dans le secteur de la construction et empêcher que se perpétue un syndicalisme à la André Desjardins.

Les mesures coercitives

Mais la Commission a adopté la démarche inverse.

Dans son rapport, elle brosse le portrait de la violence qui s'était installée dans certains secteurs de la FTQ-construction. C'était d'ailleurs reprendre la même démarche qu'elle avait adoptée lors de ses audiences publiques: faire le portrait des représentants syndicaux qui avaient introduit le banditisme et la violence dans certains groupes syndicaux (à l'aide de preuves éloquentes accumulées depuis plusieurs années par l'écoute électronique); et faire comparaître, des entrepreneurs et des représentants gouvernementaux pour qu'ils témoignent de la justesse des accusations. Occasionnellement, certains de ces témoins ont donné l'image de corrupteurs.

Ce qui en est ressorti est apparu tellement abominable qu'il justifiait toute la gamme des interventions énergiques. Inconsciemment, la Commission s'était enfermée dans une logique qui ne pouvait que déboucher sur les mesures coercitives qu'elle a proposées.

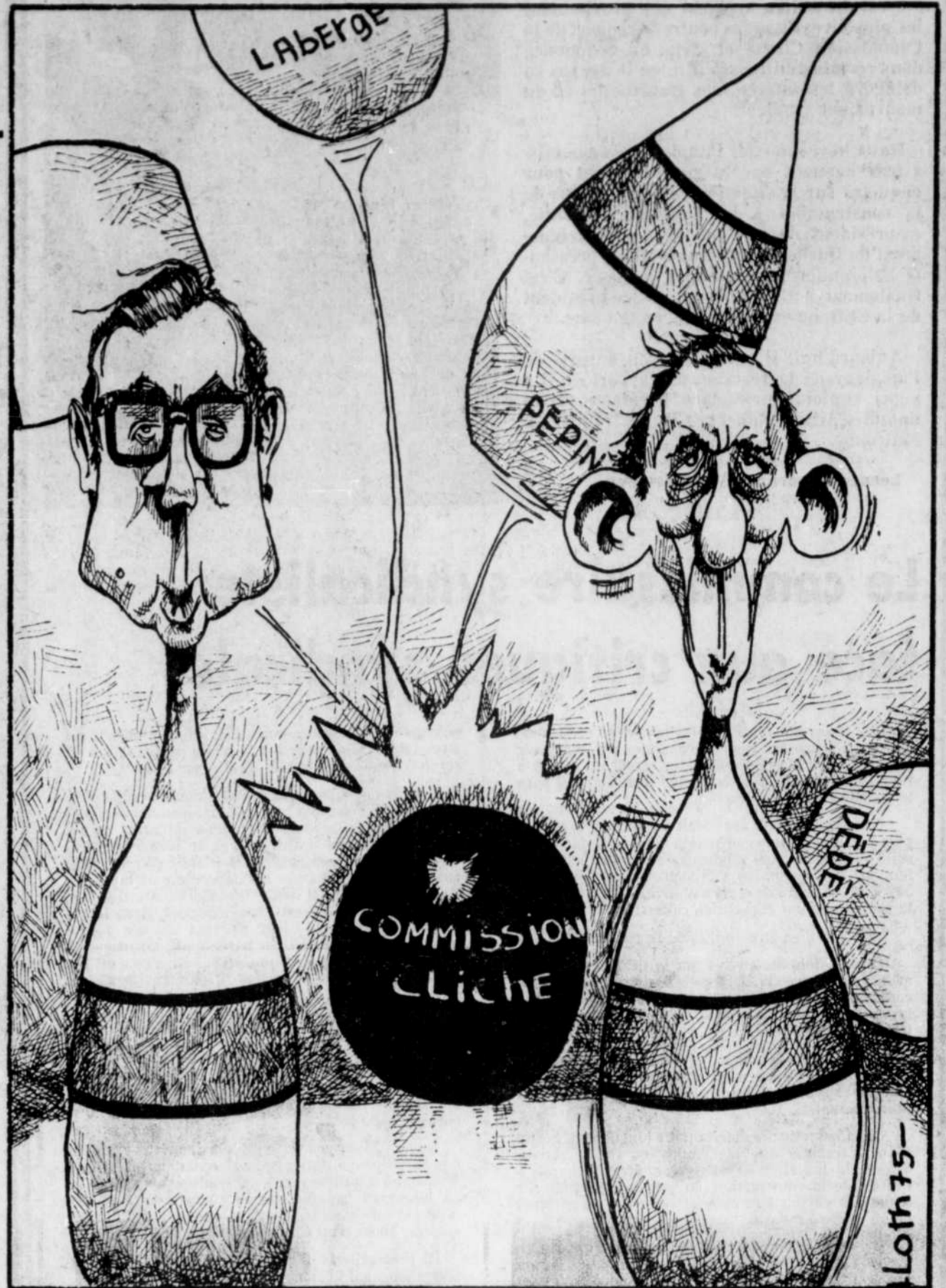
Pourtant, les commissaires ont reconnu dans leur rapport que la situation qu'ils avaient décrite se confinait à un secteur restreint, même si, dans ses conséquences, elle s'est répercutée sur l'ensemble de la construction.

Non seulement, recommandent-ils la mise en tutelle des syndicats incriminés, mais ils étendent à l'ensemble des syndicats de la construction toute une série de mesures qui ont pour but de corriger les abus qu'ils n'avaient pourtant décelés que dans quelques syndicats. Comme si les commissaires n'avaient pas prévu qu'ils recommanderaient plus loin dans leur rapport de nouvelles règles du jeu qui élimineraient les causes premières de la situation.

Les mesures proposées tiennent de l'ingérence dans un mouvement syndical qui doit appartenir aux travailleurs, puisqu'elles impliquent une intervention extérieure.

Vote de grève secret, processus de nomination des chefs syndicaux et d'adoption des règlements internes, contrôle sur les fonds syndicaux: toute une série d'actes qui appartiennent de droit aux syndiqués. A cela s'ajoute l'empêchement qui serait fait à toute personne ayant commis un acte criminel d'occuper, pendant une période de cinq ans, tout poste de responsabilité dans la structure syndicale. Est-ce que cela signifierait que des dirigeants syndicaux — comme dans le cas du Front commun de 1972 — seraient automatiquement démis de leur fonction après avoir posé un geste collectif illégal débouchant sur des condamnations? Cette recommandation, pour peu qu'on s'y arrête, peut donner lieu à de nombreux abus.

Enfin, la proposition qui soulève le plus de protestations est celle qui recommande de faire porter une présomption de culpabilité contre toute personne accusée d'avoir organisé des arrêts ou des ralentissements de travail illégaux, ou des lock-out illégaux.



C'est aller contre la tradition juridique la plus fondamentale: le fardeau de la preuve appartient à l'accusateur et non à l'accusé.

Un rapport prématuré

Le rapport de la Commission apparaît avoir été écrit trop rapidement. Il n'est qu'à penser aux omissions importantes que les commissaires ont jugé bon de signaler, quelques jours après sa publication. Ils avaient notamment oublié de préciser que deux des trois dirigeants du nouvel Office de la construction devaient être choisis parmi le monde patronal et le monde syndical. La précision est d'importance. Ils avaient également omis d'ajouter les lock-out illégaux dans la catégorie des actions dont les auteurs ont le fardeau de la preuve.

Ils n'ont pas su aussi se dégager suffisamment de la preuve qu'ils avaient recueillie.

La Commission s'est laissée enfermer dans sa

démarche initiale. Ses recommandations en sont le reflet.

- Pour les comportements gouvernementaux: elle n'a pas tiré les conclusions qui ressortaient de son enquête et n'a proposé aucun correctif de nature à empêcher son inaction ou la répétition de ses gestes complices.

- Pour les comportements patronaux: c'est déjà mieux puisque certaines de ses recommandations visent à rendre les entrepreneurs un peu plus responsables face à leurs travailleurs, mais aucune ne porte sur l'attribution des contrats ou les coûts des travaux.

- Pour les comportements syndicaux: c'est une surenchère. Une multitude de recommandations.

Si toutes ces recommandations sont appliquées, on pourrait parler de tutelle générale de tous les syndicats et non plus seulement des quatre syndicats reliés directement aux phénomènes de banditisme, de corruption et de violence dans la construction.

Mobylette
Prix à partir de **\$335⁰⁰**
Choix de 6 modèles Accessoires facultatifs

PRESTO
4252 boul. Henri-Bourassa
628-2317
OUVERT LE SOIR

VAS-Y EN GRAND
T-500 TITAN
SUZUKI

Type de moteur: deux temps
Bicylindre refroidi par air
Cylindre 492 cc
Puissance: 44 hp
Prix sugg. **\$1,589⁰⁰**

DENTUROLOGISTE
Guy Sylvain, T.D.C.
DENTUROLOGISTE
Bur. et Rés.: 3071 Milleret Ste-Foy - Tél.: 653-0966

RUEL BUSINESS COLLEGE LEVIS
34, Côte du Passage-Tél.: 837-7296 Permis 170511
offre des cours de perfectionnement intensifs
Correspondance: Steno bilingue
Dactylo., Dictaphone
(Toute la journée) - 1 mois ou plus
Français GRAMMATICAL CONVERSATION ANGLAISE
Bureau ouvert de 9h a.m. à 2h p.m. Téléphonez pour rendez-vous
FILLES DU SEC. V OU CEGEP PROF.

ENTREPRENEUR PAYSAGISTE
• FINITION DE PARTERRE
• PELOUSE, PLANTATION, PATIO
• SERVICE DE PLANS
• ESTIME GRATUIT

CENTRE JARDIN...
ARBRES - ARBUSTES - CONIFERES - FLEURS ET ENGRAIS
Tout pour le jardin!

planivert INC.
501 TRANC-CANADA O, LEVIS / TEL.: 833-3323

FOURRURES

- ENTREPOSAGE
- REPARATIONS
- DESSINATEUR DE STYLES
- SUR MESURES
- MFA (MAITRES FOURREURS ASSOCIES)

M. ADRIEN LAPOINTE, PROP.
ADRIEN LAPOINTE
745, rue Ste-Claire, Québec
522-4654

Guy Chevette

La situation est visiblement inconfortable pour lui.

C'est du milieu syndical que proviennent les plus vives attaques contre le rapport de la Commission Cliche et, déjà, on commence dans certains milieux à dire qu'il n'a pas su défendre les intérêts des travailleurs et du mouvement syndical.

Guy Chevette était l'un des trois commissaires nommés par le gouvernement pour enquêter sur la situation dans le secteur de la construction. C'est Raymond Laliberté, ex-président de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), qui avait été pressenti le premier pour occuper le poste. C'est finalement à Guy Chevette, vice-président de la CEQ, qu'est incombée cette tâche.

Aujourd'hui, il paraît un peu surpris de l'ampleur de la réaction au rapport qu'il a signé conjointement avec les deux autres commissaires Robert Cliche et Brian Mulroney.

Léonce Gaudreault l'a interviewé.



Le commissaire syndicaliste face aux critiques syndicales

Guy Chevette croit que les nouvelles conditions de travail proposées par la Commission d'enquête sur l'exercice des libertés syndicales seront de nature à rétablir un certain front commun inter-centrales dans le domaine de la construction.

Il fonde cet espoir sur le fait que la FTQ ne pourra plus signer seule une convention qui s'applique par la suite à l'ensemble des syndicats de la construction, du fait que la Commission a recommandé de porter de 50% à 75% le degré de représentativité nécessaire pour la signature d'une convention collective.

"Ils vont bien être obligés de se parler!"

Il avait déjà été chargé par la CEQ de servir de médiateur entre la FTQ-construction et la CSN-construction, afin de rétablir les ponts entre les deux groupes. Ce fut un échec. Les positions étaient irréconciliables.

Il avait conclu alors que l'une des principales causes de la scission provenait des bureaux de placement syndicaux et des luttes sans merci qu'ils provoquaient.

Guy Chevette reconnaît qu'il a longuement hésité avant d'accepter que la Commission Cliche recommande de les éliminer et de confier l'embauche à l'Office de la construction, un nouvel organisme sur lequel les parties patronales et syndicales ne joueraient qu'un rôle consultatif.

Il y a finalement consenti lorsqu'il a pu s'entendre avec les autres commissaires sur une formule assurant la stabilité d'emploi. Même hésitation en ce qui a trait à "l'étiquette syndicale" qui est un des moyens de défense des syndicats de métiers pour s'assurer d'une certaine sécurité d'emploi. Dans les deux cas, dit-il, le problème ne se posait plus de la même façon en assurant cette sécurité d'emploi.

Confier le rôle de placement à l'Office de la construction, c'est aussi enlever la discrimination patronale dans l'embauche, rappelle-t-il.

Le commissaire Chevette défend aussi la recommandation qui vise à "désyndicaliser" les contremaîtres: le fait d'avoir ainsi des représentants de l'employeur qui étaient syndiqués desservait le mouvement; ils pouvaient être plus conciliants dans l'application des normes de sécurité ou dans le respect du décret.

Ses arguments paraissent moins convaincants lorsqu'il est question des diverses mesures visant à régulariser la "démocratie syndicale". A l'obligation que la Commission impose aux syndicats de tenir des scrutins secrets sur les votes de grève ou sur l'acceptation ou le refus d'un projet de convention collective, Guy Chevette répond simplement que ça se fait déjà dans beaucoup de syndicats, à la CEQ notamment. Sur les dangers que l'Etat intervienne directement dans les votes de grève, il renvoie au

passage de la recommandation qui dit ceci: "cet amendement doit viser à assurer la participation au scrutin, non le contrôle du scrutin par l'Etat."

Sur la question de la présomption de culpabilité qui incombe à tout travailleur ou représentant syndical accusé d'avoir déclenché un arrêt ou un ralentissement de travail illégal, le leader syndical Guy Chevette reconnaît qu'il n'avait pas vu cette mesure dans le sens que ses dénonciateurs la voient. Mais ça joue aussi pour les "lock-out" illégaux, ajoute-t-il et, ce qui est plus important, dans le cas d'entrepreneurs qui sont accusés d'avoir refusé d'embaucher un travailleur parce qu'il appartenait à une centrale plutôt qu'à une autre. "Mais ce n'est pas la loi anti-casseur" comme l'affirment certaines personnes.

Sur la question générale de la démocratie syndicale, le commissaire-syndicaliste cite une enquête faite par la Commission auprès des travailleurs et qui révèle notamment que dans quelque 90% des ralentissements de travail, plus de 50% des syndiqués ont affirmé n'avoir jamais été consultés. "Il fallait corriger cette situation."

Quoi qu'il en soit, et en dépit des vives critiques que les recommandations provoquent dans les milieux syndicaux, il affirme que les travailleurs y gagneront, en reprenant contrôle sur leur syndicat: la preuve avait été tellement impressionnante qu'il fallait faire quelque chose pour corriger la situation.

Il précise aussi les recommandations très importantes touchant le monde patronal:

- qualification des entrepreneurs: ça élimine les patrons;
- obligation d'avoir une licence pour opérer: l'infraction aux règlements pourrait mener à la révocation.

Il cite aussi la recommandation touchant leur solvabilité, la constitution d'une association unique d'entrepreneurs pour les négociations, donnant la même voix au chapitre tant aux petits qu'aux gros entrepreneurs, etc.

Guy Chevette est bien conscient de la vigueur de la réaction que le rapport a provoquée dans le monde syndical mais il demeure convaincu d'avoir servi les travailleurs.

La présence d'un représentant de la CEQ à cette commission d'enquête n'avait pas fait l'unanimité dans les rangs de cette centrale. Des dissidences s'étaient manifestées lors du dernier conseil provincial de la CEQ. Maintenant que le rapport est rendu public, la CEQ fera sans doute connaître ses réactions, à la suite de celles des trois autres centrales syndicales.

Les dissidents pourraient s'amplifier!

Brian Mulroney



Brian Mulroney n'a pas voulu accepter d'accorder une entrevue. Sa position est identique à celle déjà exprimée par le juge Robert Cliche: le rapport est là et je n'ai rien à ajouter, dit-il.

L'avocat montréalais était le représentant patronal à cette commission d'enquête.

Il a cependant eu ce commentaire. Il ne faut pas s'attarder sur les jugements de valeur qui sont dans le rapport. C'est l'aspect éphémère. Ce qui est important ce sera de voir, si à long terme, le rapport va se tenir, ajoutant qu'il est convaincu qu'il servira les travailleurs.

La Commission Cliche juge...



Louis Laberge, président FTQ

On peut également s'interroger sur la tolérance que certains hauts personnages de la FTQ, surtout le président Louis Laberge, ont manifestée à l'endroit du directeur du Conseil provincial des métiers (André Desjardins). M. Laberge savait ou ne savait pas. Dans le premier cas, s'il ne détenait pas le pouvoir direct de destituer André Desjardins et ses affidés, n'avait-il pas le devoir de dénoncer leurs comportements indignes?... Dans le deuxième cas, il faut s'inquiéter d'un tel aveuglement et d'une telle méconnaissance des hommes. D'une façon ou d'une autre, le silence de la FTQ s'est interprété comme une caution.



Fernand Daoust, tuteur de la FTQ-construction

Au cours d'une conférence de presse qu'il donna après sa nomination, le tuteur (de la FTQ-construction), M. Fernand Daoust, a affirmé qu'il avait d'immenses pouvoirs. Et le 12 décembre 1974, comparissant devant cette Commission, il annonçait un grand nettoyage... Près de six mois se sont écoulés depuis l'entrée en fonctions de M. Daoust, le départ se sont à peu près limités à celui de Monsieur Raynald Bertrand, qui s'apprête sans doute à faire un retour en force dans le sillage d'André Desjardins... Il est donc manifeste qu'il n'y a jamais eu de véritable tutelle imposée à qui que ce soit.

Hervé Patenaude, dir. gén. adj. de la Sûreté du Québec

En admettant que M. Patenaude n'ait pas jugé à-propos d'attirer l'attention de M. Desrochers sur le cas Joyal-Dion-Gagnon, alors qu'il en était saisi de façon particulière, la Commission estime qu'il a commis une grave erreur de jugement... Enfin, la Commission considère que la responsabilité des services spéciaux confiée à M. Patenaude, en est une qui exige, plus qu'il n'en a fait montre, une mémoire fidèle. Elle requiert aussi nuance et finesse d'esprit, jugement à toute épreuve, tact et clairvoyance. Nous doutons que M. Patenaude satisfasse à toutes ces exigences.

Le rapport de la Commission Cliche ne présente pas de nouveaux visages. Il met plutôt en forme les révélations des témoins qui ont fait au cours des audiences les manchettes de la presse. Des représentants syndicaux aux représentants de l'Etat, un peu tout le monde passe au crible, avec toutefois des différences sensibles de ton et d'appréciation. Les premiers sont dans l'ensemble jugés plus sévèrement que les seconds. Autre détail notable: les représentants patronaux sont peu nombreux dans cette brochette, le patronat étant plutôt l'objet d'accusations vagues et générales. Voici quelques-uns des jugements les plus significatifs des commissaires sur les principaux personnages impliqués.



Jean Cournoyer, ministre du Travail

Dès le début de nos audiences, de sérieux reproches ont été adressés au ministre du Travail et à son entourage immédiat. Plusieurs mémoires font reposer, dans une large mesure, sur les épaules du ministre et de ses fonctionnaires la responsabilité du marasme du secteur de la construction... Cela étant dit, la Commission doit dire qu'il ne lui appartient pas de se pencher sur les mérites de ces accusations qui, dans certains cas, lui sont apparues comme très graves. Il n'incombe pas à une Commission d'enquête de juger des choix politiques qu'un ministre a le droit d'arrêter dans l'application de son mandat. C'est à l'occasion des élections qu'il appartient au citoyen de juger les décisions de ceux qui ont eu la responsabilité de l'administration publique.



André Desjardins, ex-président du Conseil des métiers de la construction

La vérité est qu'André Desjardins n'est pas un chef syndical. Il a contaminé toute sa structure syndicale en plaçant aux postes de commandement des hommes corrompus, brutaux, dénués de véritables sentiments humanitaires pour les travailleurs. Un grand nombre d'officiers syndicaux, placés sous sa responsabilité, ont été encouragés par sa complaisance et souvent par ses mots d'ordre à s'en remettre à la seule violence pour mener leur action syndicale. Il a laissé ses acolytes s'enrichir en acceptant ou sollicitant des pots-de-vin. Les syndiqués de la CSN n'étaient que les membres d'une bande rivale qui entravait sa marche vers le monopole.



Paul Desrochers, ex-conseiller spécial de M. Bourassa

Il était imprudent pour M. Desrochers d'explorer la possibilité d'accorder un monopole syndical à M. André Desjardins, le midi, au Club de la Garnison, à Québec, puis de retrouver ce même M. Desjardins, le même soir, à Sept-Îles, pour lui demander de l'aide afin que l'élection partielle de Duplessis "se passe dans un climat serein"... La Commission estime enfin que M. Paul Desrochers a eu tort de politiser en partie le placement à la baie James. Ce faisant, il a créé un système parallèle qui a trop souvent fait dévier le placement des normes établies par le ministère du Travail.



Lucien Saulnier, ex-tuteur de la CIC

La Commission constate à regret que M. Saulnier n'a pas manifesté dans la conduite de son enquête sur la CIC toute la rigueur espérée. Au surplus, il n'a pas pleinement exercé les pouvoirs de directeur général... Informé par le ministre lui-même de "manquements graves aux obligations imposées par la loi", M. Saulnier ne déteste que quelques problèmes mineurs et recommande simplement de préciser les fonctions des fonctionnaires les plus importants et de remplir le poste vacant de directeur général.

Yvon Saindon, ex-président de la Fonction publique

M. Saindon se devait d'appliquer, en toute impartialité, les normes de promotion quant à M. Bergeron. Il a cédé à des pressions. Cette faiblesse doublée d'une injustice comporte deux conséquences. Ce favoritisme de M. Saindon décourage l'honnête fonctionnaire qui ne peut compter que sur une appréciation impartiale de sa compétence, de sa loyauté, de sa droiture et de sa franchise, pour accéder à des promotions. A agir ainsi, on encourage cette croyance répandue dans l'opinion publique que le favoritisme préside à l'évolution des carrières de fonctionnaires.

Les relationnistes de la francisation

A la mi-avril, M. Maurice Forget quittait la vice-présidence du Royal Trust pour accéder à la présidence de la Régie de la langue française. Il succédait ainsi à M. Paul dell'Aniello, qui avait dû se désister après avoir été trouvé coupable d'évasion fiscale.

Selon les dispositions de la loi 22 sur la langue officielle, le président de la Régie est nommé par le Conseil des ministres pour au plus 10 ans.

A la lumière d'une entrevue accordée par M. Forget, la semaine dernière, à Montréal, LE SOLEIL brosse un tableau de ce que sera la Régie de la langue française et trace une esquisse du contexte dans lequel évoluera cet organisme.

par Pierre Boulet



Le Soleil, Roland Marcoux

l'homme

La Régie de la langue française a maintenant pignon sur rue. L'organisme, pressenti comme devant être le fer de lance de la loi 22, occupe, depuis la semaine dernière, deux étages de la tour de la Bourse, place Victoria, à Montréal.

Question statut, l'honneur est sauf: la Régie s'implante au coeur même des entreprises et des sièges sociaux qu'on lui a donné pour mission de franciser.

C'est pourtant sur les courts de tennis huppés du West Island et dans les clubs sophistiqués des cadres anglophones que les promoteurs de la "loi sur la langue officielle" mettront d'abord à l'épreuve la "ligne douce" qu'ils préconisent en matière de francisation des entreprises.

Le président de la Régie, M. Maurice Forget, l'admet: la stratégie d'implantation du français dans les entreprises se résume dans une vaste opération de relations publiques. Les dîners chics et les discussions de clubs seront les lieux privilégiés de la "persuasion" et de l'"incitation" auprès des administrateurs anglophones.

L'homme à qui l'on a confié la barre de la Régie est d'ailleurs à l'image de cette société d'hommes d'affaires sportifs et sociables entre eux. Soixante ans, athlétique, M. Forget est l'incarnation de la réussite en affaires... réussite stimulée par une formation militaire et par une nature philanthropique.

Après avoir gravi tous les échelons du Royal Trust, il en est devenu le premier vice-président pour le Québec, en 1971, poste qu'il occupait encore lors de sa nomination à la présidence de la Régie de la langue française. M. Forget est aussi membre actif de cinq clubs haut cotés de la métropole.

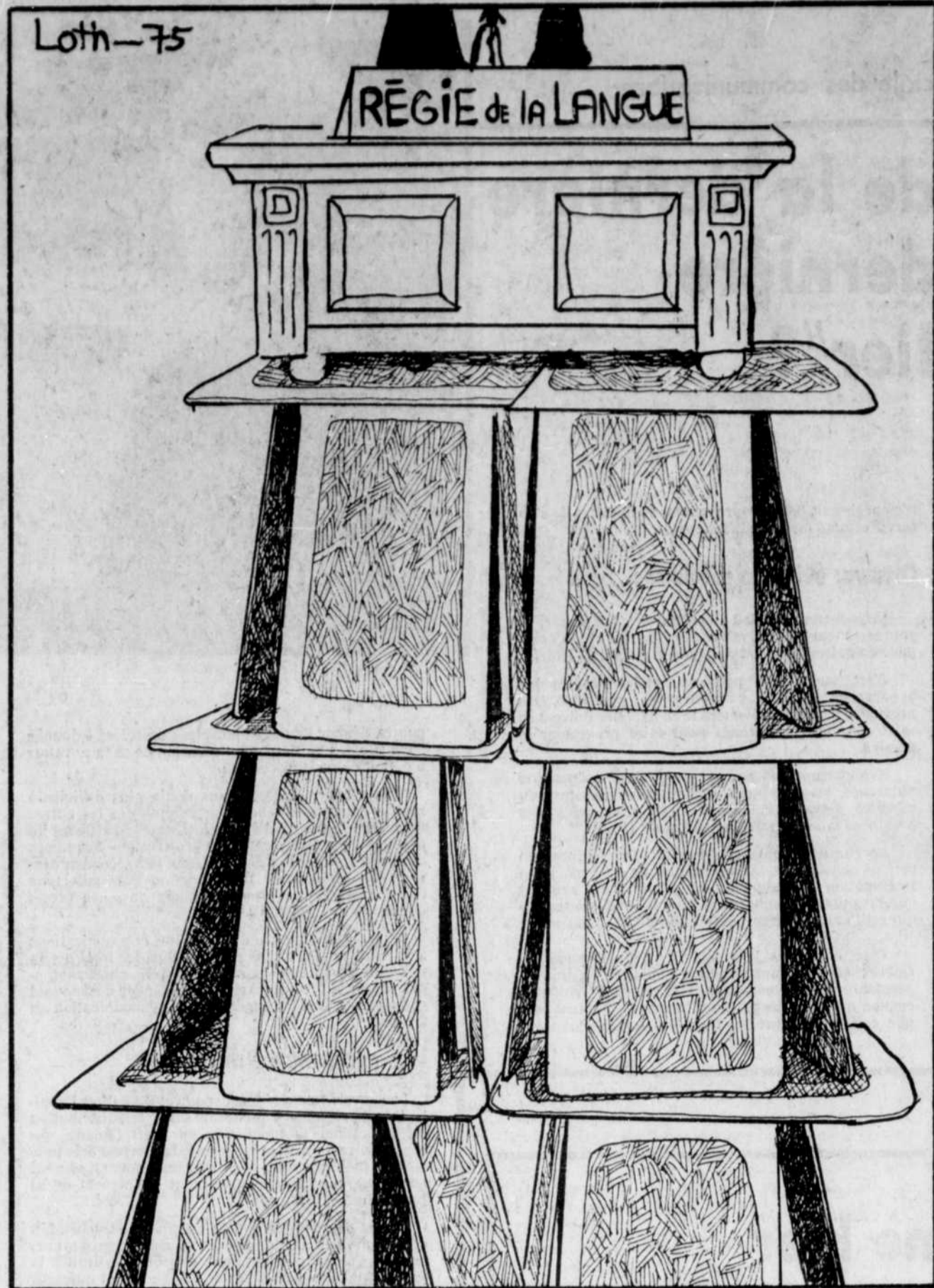
Pour lui, l'accession à la présidence de la Régie est simplement une occasion de plus de "servir ma province et mon pays". C'est aussi, en quelque sorte, l'occasion de renouveler sa profession de foi en une certaine tradition politique.

M. Forget parle de la fierté qu'il éprouve, à titre de Canadien français, devant le courage de MM. Pearson et Trudeau, "qui ont risqué la perte du pouvoir pour faire adopter la loi sur les langues officielles".

Il se dit tout aussi fier de l'attitude du gouvernement Bourassa, qui, affirme-t-il, a fait preuve de logique en adoptant telle quelle la loi 22.

M. Forget est d'ailleurs le premier à admettre que, pour occuper la présidence de la Régie, il va de soi qu'il doit endosser la politique linguistique du parti au pouvoir.

Quant à l'organisme confié à la direction de M. Forget, il a une vocation multiple. La Régie a pour rôle, entre autres, de donner son avis au ministre sur les règlements prévus par la loi.



le bateau

La régie de la langue

b) veiller à la correction et à l'enrichissement de la langue parlée et écrite;

c) donner son avis au gouvernement sur les questions que celui-ci lui soumet;

d) reconnaître, pour l'application de certains articles, les organismes municipaux et scolaires;

e) mener des enquêtes pour vérifier si les lois et les règlements relatifs à la langue française sont observés;

f) donner son avis au ministre sur l'attribution des crédits destinés à la recherche en linguistique et à la diffusion de la langue française;

g) collaborer avec les entreprises à l'élaboration et à la mise en oeuvre des programmes de francisation;

h) émettre des certificats de francisation;

i) normaliser le vocabulaire utilisé au Québec et approuver les expressions et les termes recommandés par les commissions de terminologie.

Pour tenter de mener cette tâche à bien, le président Forget et un vice-président, M. Gérard N. Martin (en provenance de la Dominion Bridge), se partageront le travail "diplomatique" d'incitation et de persuasion auprès des entreprises anglophones.

Un autre vice-président, M. Jean-Denis Gendron, ancien président de la Commission Gendron sur l'état de la langue française au Québec, s'occupera plus particulièrement de l'aspect terminologique de la loi.

Six autres membres, des régisseurs, ont été nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil et font partie intégrante de la direction de la Régie.

Sous ce chapeau politique, un réseau de ressources humaines et techniques devra assurer le fonctionnement de la Régie.

N'étant en fonction que depuis une quinzaine de jours et visiblement mal à l'aise au milieu d'un fouillis de projets d'organigrammes auxquels il semble encore à peine initié, le président Forget nous a tout de même tracé les grandes lignes structurelles de l'organisme.

La Régie sera divisée en huit "directions": communications, terminologie, francisation, enquêtes, recherche, administration, secrétariat et coordination de la recherche linguistique.

Bien que M. Forget refuse d'admettre que l'effort essentiel de la Régie, en matière de francisation, sera de multiplier les lexiques et de se complaire dans une "politique de termes", la répartition des effectifs dans l'organigramme laisse planer un doute.

En effet, la direction de la terminologie retiendra les services de la moitié des employés de la Régie. La deuxième moitié des employés sera répartie entre les sept directions qui restent.

M. Forget admet qu'il persiste un gros point d'interrogation quant au nombre d'employés qui seront dirigés vers la direction de la francisation.

Actuellement, la Régie de la langue française compte à peu près 170 employés, la plupart venant de l'ancien Office de la langue française. D'ici un an, ce nombre pourrait passer à quelque 250.

Question budget, rien n'est encore officiel. M. Forget croit toutefois que la première année d'activité de la Régie coûtera entre \$3 et \$4 millions. Au départ, ces sommes seront obtenues à même le fonds consolidé de la province.

La ligne douce

A la tête de cette vaste machine de relations publiques, le nouveau président s'acharnera donc à

"vendre" la loi 22. Cette "vente" est d'ailleurs un rôle primordial qu'il entend confier à la Régie. M. Forget confie que, dans cette perspective, on mettra tout le poids nécessaire à la direction des communications.

Selon M. Forget, la loi 22 a surtout été expliquée, jusqu'à maintenant, à partir des intérêts des francophones. On a négligé, dit-il, d'en parler à partir des intérêts des Québécois anglophones et des grandes entreprises. C'est donc dans cette veine qu'il axera sa démarche de "relationniste".

Fidèle à la politique libérale en matière linguistique, M. Forget aime à répéter qu'il est optimiste et qu'il saura créer au Québec, en cinq ans, un mouvement irréversible de francisation qui n'aura pas nécessité de coercition.

"L'incitation et la persuasion suffiront", répète-t-il.

Son principal objectif n'est pas d'en arriver à une francisation "à 100 pour 100" dans un délai de cinq ans, mais plutôt de faire accepter le principe de la francisation par les entreprises, à l'intérieur de cet échéancier.

Mais si, après cinq ans, on devait constater l'échec de la "ligne douce" en matière de francisation, serait-on prêt à reconsidérer la possibilité de recourir à la coercition?

M. Forget refuse de s'engager sur ce terrain. Il se contente de répondre qu'il est optimiste.

L'intérêt des anglophones

Le président Forget est convaincu qu'il suffira de démontrer aux anglophones qu'il est "de leur intérêt" de franciser leurs entreprises. Ils s'assureront ainsi, dit-il, de meilleures communications avec leur clientèle de même qu'avec leurs employés et avec les syndicats.

Cette "stratégie" s'entoure d'une kyrielle de nuances susceptibles de convaincre les anglophones que, tout compte fait, leurs intérêts sont entre bonnes mains. Les visées de M. Forget en matière de francisation n'ont rien d'absolu et s'accordent parfaitement, sur ce point, avec les dispositions législatives.

Le président de la Régie parle "d'assurer la reconnaissance des droits de la majorité tout en respectant la minorité..." Il dit vouloir s'assurer que "la langue et la culture de la majorité ne constituent pas un obstacle aux objectifs socio-économiques".

Face aux sièges sociaux qui comptent plus de succursales à l'extérieur du Québec qu'à l'intérieur, les exigences de la Régie seront marquées au coin de la nuance et de la concession: la langue anglaise continuera d'y prédominer, mais il sera possible d'y communiquer en français.

Il s'agit de "bilinguisme institutionnel", explique M. Forget, qui nous permet de respecter l'unilinguisme des individus.

Quant au texte législatif lui-même, il ouvre la porte à toutes les concessions possibles. A l'article 29



la stratégie

de la loi 22, on prend soin de préciser que les programmes de francisation adoptés par les entreprises sont élaborés "compte tenu de la situation et de la structure de chaque entreprise, de son siège social et de ses filiales et succursales".

Est-il utile d'ajouter que ce sont les entreprises qui mettront elles-mêmes au point leur programme de francisation. A ce chapitre, la Régie ne peut que conseiller au ministre d'accepter ou de refuser un programme donné de francisation.

C'est donc dans ce contexte dépourvu de contraintes que le président de la Régie démontrera aux entreprises anglophones qu'il est de leur intérêt de se franciser.

En termes de priorités, M. Forget soutient qu'il serait logique de s'attaquer d'abord aux entreprises de grande taille et, à ce niveau, de s'attarder en premier lieu à celles qui sont les plus faciles à franciser. Il cite le cas des entreprises du secteur tertiaire (les trusts et les banques, par exemple), relativement faciles à franciser à cause de la simplicité de leur vocabulaire.

Et la francophonisation?

Mais l'implantation du français dans l'entreprise se limitera-t-elle à la multiplication des lexiques faisant état des "termes justes" et du "vocabulaire adéquat" de chaque industrie?

Bien que la moitié des effectifs de la Régie soient consacrés à l'élaboration de ce type de ressources (terminologie), M. Forget assure qu'il ne négligera pas pour autant l'aspect de la francophonisation.

Pendant que la francisation vise à doter l'entreprise d'un réseau de communications en langue française (langue de travail, de communications, des affaires), la francophonisation veut permettre à la population francophone d'accéder à des postes de direction dans les entreprises.

Comment, cependant, atteindre ce but sans recourir à la coercition? Les administrateurs anglophones admettront-ils, même après un super-dîner au Canadian Club, qu'il y va de leur intérêt de céder certains de leurs postes à des francophones?

Si l'on en croit le rapport Gendron, la situation est plus que dramatique à ce chapitre: si 64 pour 100 des travailleurs francophones trouvaient à travailler en français à l'usine, seulement 30 pour 100 des cadres supérieurs des entreprises du Québec et 15 pour cent des cadres supérieurs des sièges sociaux étaient francophones en 1971.

Pour sa part, M. Forget soutient qu'il y a encore moins de cadres francophones dans les entreprises québécoises que ne le laisse entendre le rapport Gendron.

Face à une situation aussi critique, la Régie édictera des règlements "incitant" les entreprises à ouvrir leurs portes aux cadres francophones.

A partir de quelles normes? M. Forget ne peut répondre encore. En effet, bien que les règlements concernant l'affichage et l'étiquetage soient sur le point d'être publiés, ceux concernant la francisation des entreprises ne seront connus qu'à l'automne.

De toute façon, quelle que soit la teneur de ces règlements, les entreprises qui ne voudront pas s'y conformer se verront refuser par le ministre (après recommandation de la Régie) l'obtention d'un certificat de francisation.

En clair, cela veut dire que les entreprises démunies de certificat de francisation sont sujettes à deux sortes de "punition": s'il s'agit de firmes faisant affaire avec l'Etat, elles se verront retirer ce privilège; quant aux autres, leur nom sera publié dans un rapport déposé à l'Assemblée nationale.

Quoi qu'il en soit, les normes et règlements de francisation seront appliqués à chaque entreprise "compte tenu de..."

Des principes

Pour M. Forget l'aventure linguistique aux commandes de la Régie est encore toute neuve. C'est surtout au niveau des principes qu'il a quelque chose à dire.

Le nouveau président semble d'ailleurs encore mal à l'aise dans le dédale des articles de la loi 22. Au cours de l'entrevue avec les journalistes du SOLEIL, il a buté à quelques reprises sur des subtilités d'interprétation de la loi, plus spécialement au niveau des pouvoirs d'intervention du ministre Fernand Lalonde sur les décisions de la Régie et quant au rôle presque exclusivement consultatif de l'organisme auprès du ministre.

Malgré tout, M. Forget n'appréhende pas de problèmes à ce niveau. Les affinités qui le lient au parti au pouvoir en matière de politique linguistique témoignent d'ailleurs de la qualité des relations qui auront cours entre le Conseil exécutif et la Régie de la langue française.

Deuxième conférence fédérale-provinciale des communications

La conférence de la "dernière chance" ou la "dernière chance de L'Allier"?

par Jean Garon

"Combien de millions offrez-vous en échange des communications?" de demander le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, à son homologue fédéral à l'occasion d'une conférence fédérale-provinciale sur la révision de la Constitution, une fois celui-ci rapatriée.

Ce scénario n'est pas aussi futuriste qu'il peut le paraître à première vue. La performance passée de l'actuel gouvernement libéral n'inspire aucune confiance et explique sans doute pourquoi le ministre des Communications, Jean-Paul L'Allier, a pu qualifier de "conférence de la dernière chance" la deuxième conférence fédérale-provinciale des ministres des Communications qui s'ouvre mardi à Ottawa.

Le ministre L'Allier a répété à plusieurs reprises, au cours des dernières semaines, que si cette rencontre ne débouchait pas sur une réelle négociation, les ministres se verraient forcés de renvoyer le dossier aux premiers ministres provinciaux, qui le leur avaient confié à Halifax en 1972.

La perspective d'en appeler aux premiers ministres pour régler ce litige à l'intérieur d'une révision constitutionnelle globale ne sourit guère plus aux autres provinces, qui ont d'ailleurs fait moins souvent mention de cette éventualité.

Elles sont conscientes que ce dossier ne pèserait pas lourd dans la balance aux côtés d'autres notoirement plus importants, comme ceux des Affaires sociales et des matières, par exemple. Et rien

n'empêcherait leurs propres premiers ministres de s'en servir comme monnaie d'échange.

Ottawa: éviter le cul-de-sac

Cette menace ne doit pas effrayer outre mesure le gouvernement fédéral, même s'il aimerait bien s'épargner un autre cul-de-sac du style de celui de Victoria.

C'est sans doute pourquoi, malgré toutes les apparences tendant à prouver le contraire, les provinces n'ont pas tellement le choix; elles doivent se saisir de cette conférence pour faire progresser le dossier.

Evidemment, les nombreuses prises de position publiques, les "quelques propositions fédérales" du ministre Gérard Pelletier et les demandes des provinces laissent présager l'impasse totale.

Le gouvernement central offre aux provinces un prix de consolation, la consultation, en échange d'une intervention fédérale toujours grandissante pendant que les provinces aimeraient bien le limiter à tout ce qui est "pan canadien", selon leur définition.

C'est comme si l'on voulait, particulièrement à Québec et à Ottawa, préparer l'opinion publique à considérer toute concession, si mineure soit-elle, comme une victoire politique majeure. D'autant plus que cette conférence se déroulera à huis clos et ne



pourra donner lieu à des envolées destinées à donner à chacun des participants l'occasion de se faire valoir à défaut de progrès concret.

Cette opération sera sans doute plus difficile à réaliser pour le Québec que pour toutes les autres délégations. Le ministre L'Allier est d'ailleurs le premier à reconnaître que les propositions communes des provinces sur la radiodiffusion, la télécommunication (les sociétés de téléphone en particulier) ne constituent qu'une première étape du vaste projet québécois en la matière.

"Le Québec maître d'oeuvre des communications sur son territoire", document déposé lors de la première conférence en novembre 1973, ne se contentait pas de si peu. On exigeait un pouvoir décisionnel complet sur tous les aspects de la communication au Québec.

Une performance difficile

Le gouvernement fédéral voudra-t-il faciliter l'application du règlement québécois sur la télédistribution en lui cédant la juridiction sur Bell Canada, qui constitue actuellement la principale pierre d'achoppement à une intervention provinciale dans un secteur qu'Ottawa considère comme étant pleinement de sa juridiction?

Il est permis d'en douter, même si le Québec fait équipe avec l'Ontario et, dans une certaine mesure, avec la Colombie-Britannique en ce qui a trait à la juridiction sur les sociétés de téléphone à l'intérieur de leur territoire.

Les autres provinces qui possèdent ou réglementent déjà leurs propres sociétés de téléphone sont,

pour leur part, plus préoccupées par les interventions du gouvernement fédéral à travers des sociétés comme les Télécommunications CN-CP, et qui menacent l'intégrité de leur réseau.

Le pouvoir central abandonnera-t-il aux provinces en faisant la demande l'autorité sur l'adjudication des permis et sur le contenu des stations de radio et de télévision privées et éducatives actuellement administrées par le Conseil de la radiotélévision canadienne?

Là encore, rien de moins sûr. Ottawa a tout avantage à ne rien céder tant et aussi longtemps qu'un bon nombre de provinces n'ont ni les moyens ni les politiques pour s'aventurer dans ce secteur. Plusieurs d'entre elles se contenteraient d'ailleurs d'une consultation plus efficace que celle offerte dans les mécanismes proposés dans le récent document de M. Pelletier.

La seule consolation que le ministre L'Allier pourrait tirer d'une nouvelle inflexibilité du gouvernement fédéral, serait de le voir tomber dans le "piège" du gouvernement unique.

Le plan de rayonnement accéléré de Radio-Canada a prouvé, selon lui, qu'il est impossible d'en arriver à des solutions uniformes pour tout le Canada. En maintenant une juridiction unique sur l'ensemble du pays pour en tirer des solutions pour chacune des provinces, Ottawa nierait ainsi le caractère même du fédéralisme.

On peut donc s'attendre à ce que le ministre L'Allier s'évertue, au lendemain de la conférence, à trouver des conclusions optimistes à cette rencontre de la dernière chance. Sinon il se verra forcé de remettre le dossier entre les mains du premier ministre et espérer pour le mieux.

Irlande

Aujourd'hui comme hier c'est la guerre!

Par Yves Bernier

Aucune surprise, tout redevient comme avant. L'exercice électoral que se sont payé les Irlandais du Nord, jeudi dernier, n'a absolument rien changé qui nous permette d'espérer un dénouement de la crise socio-politique de l'Ulster, qui sévit depuis plus de 50 ans, et qui se caractérise par la violence sectaire depuis plus de cinq ans.

Peu de gens réussissent à comprendre ce qui se passe dans ce coin nord de l'île d'Irlande, pas même les Irlandais ou les Ulstériotes, pour être plus précis. Comment, alors, expliquer les résultats du scrutin qui s'est tenu la semaine dernière pour l'élection d'une "convention constitutionnelle", c'est-à-dire des représentants du peuple qui seront chargés d'établir de nouvelles institutions politiques?

Tout d'abord, il est nécessaire d'expliquer que, depuis l'indépendance de l'Irlande du Sud, en 1922, les six comtés du Nord forment la province de l'Ulster, rattachée au Royaume-Uni. Les deux tiers de la population de la province sont d'origine anglaise et appartiennent à la communauté protestante. La minorité catholique est d'origine irlandaise et est favorable à l'union avec la République.

Ainsi, depuis plusieurs siècles, on assiste au développement de deux communautés vivant dans les mêmes villes et villages et souvent dans la même rue, mais n'ayant pratiquement aucun autre point de contact. Profondément divisés, les deux groupes se considèrent comme des minorités "assiégées", les protestants se voyant minoritaires dans l'ensemble de l'Irlande et les catholiques, une minorité en Irlande du Nord.

C'est en août 1969 que le monde s'est aperçu de l'existence de l'Ulster, lors des émeutes sanglantes qui eurent lieu à Belfast, la capitale, et à Londonderry, la seconde ville en importance dans la province.

A l'époque, les catholiques réclamaient du gouvernement protestant des droits politiques, économiques et sociaux dont ils étaient privés depuis longtemps.

En 1969, le premier ministre britannique, Harold Wilson énonce des principes que le gouvernement d'Irlande du Nord "devra" appliquer dans la réalisation d'un programme de réformes législatives et administratives, programme qui illustre bien ce dont les catholiques étaient privés.

1) Changements du système électoral: le droit de vote étant réservé aux seuls propriétaires et leur famille immédiate, les catholiques sont exclus du processus du fait qu'ils représentent en majorité la classe "non possédante".

2) Changements dans le mode d'attribution des logements municipaux (logements subventionnés par l'Etat): la grande majorité des employés civils étant protestante, c'est évidemment la communauté protestante qui reçoit la priorité dans ce domaine.

Aujourd'hui, c'est presque une situation sans issue. Depuis 1972, le Parlement de l'Irlande du Nord n'existe plus, le secrétaire d'Etat britannique pour l'Irlande du Nord est chargé de toutes les fonctions gouvernementales jusqu'alors exercées par les autorités provinciales.

Non à la réunification

L'idée républicaine, c'est-à-dire la réunification de l'Irlande et de l'Ulster, ayant été véhiculée au cours des années, particulièrement par les catholiques minoritaires de l'Irlande du Nord, ses partisans se sont ajoutés à tous les autres groupes qui exigent des changements radicaux dans la province.

C'est pourquoi, en mars 1973, le gouvernement britannique a tenu un plébiscite, en Ulster, sur la question des frontières avec la République d'Irlande. Il a permis à tous les citoyens âgés de 18 ans et plus d'indiquer s'ils désiraient que l'Irlande du Nord continue à faire partie du Royaume-Uni ou qu'elle soit rattachée à la République. Une majorité considérable

des votants a exprimé le désir de voir l'Irlande du Nord maintenir son statut actuel. Il faut cependant préciser, et c'est important, que seulement 640,256 personnes ont exprimé leur choix, sur un total possible de 1,030,084 votants, soit un peu plus de 50 pour 100.

On peut facilement conclure que la grande majorité des catholiques se sont abstenus de voter, étant assurés du résultat à l'avance.

Depuis ce plébiscite, le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord a eu de longues discussions avec les partis politiques et les autres secteurs intéressés, qui n'ont pas abouti à des propositions agréées pour la solution du problème constitutionnel, mais qui ont néanmoins révélé des points d'accord possible. A la suite de ces démarches, la loi sur la constitution de l'Irlande du Nord a été adoptée en 1973 par le Parlement de Westminster, et des élections ont eu lieu le 28 juin de la même année pour constituer l'Assemblée d'Irlande du Nord, composée de 78 membres. Les résultats du vote ont encore une fois permis aux protestants (Parti unioniste, Loyalists Groups, Alliance Party et autres unionistes) de remporter la plus grande partie des sièges, soit 58, les catholiques (Northern Ireland Labour Party, Social Democratic and Labour Party) n'en détenant que 20.

L'Assemblée ainsi élue choisit un exécutif qui allait gouverner la province, sous la présidence de M. Brian Faulkner, un unioniste modéré qui était prêt à répondre aux nombreuses revendications des catholiques.

Mais voilà, encore une fois ça n'a pas marché. A peine 11 mois après la formation du gouvernement, ce dernier démissionnait à la suite d'une grève générale des protestants opposés aux concessions faites aux catholiques. C'était une victoire des extrémistes protestants.

En juillet 1974, le Parlement de Londres fait adopter une nouvelle loi qui prévoit la tenue d'une élection pour la formation d'une "assemblée constituante" où les représentants élus auront six mois pour déterminer de quelle façon la province sera gouvernée à l'avenir.

Le scrutin de la semaine dernière était fondé sur un système compliqué de représentation proportionnelle et de votes transférables, pour contenir les poussées extrémistes, mais comme tout le monde le prévoyait, la coalition protestante loyaliste a réussi à remporter 46 des 78 sièges à pourvoir. Le Social Democratic and Labour Party, catholique, n'a fait élire que 17 représentants, et le reste est allé à des groupes modérés.

La dernière chance, ratée

On revient donc au même point.

Durant la campagne électorale, les stratégies loyalistes avaient déjà décidé qu'advenant une victoire, ils refuseraient toute participation catholique dans un cabinet éventuel, acceptant seulement que la minorité soit représentée au sein des comités spéciaux consultatifs auprès de chaque ministère.

C'était l'élection de "la dernière chance", disaient les observateurs. C'est bien possible, car si les terroristes de l'IRA provisoire catholique ont respecté le cessez-le-feu qu'elle avait proposée, durant la campagne électorale, et ce depuis le 10 février dernier, on peut d'ores et déjà présumer que les actes de violence vont reprendre de plus belle par suite des résultats du dernier scrutin.

Si l'assemblée constituante échoue dans sa tentative de dégager des conclusions acceptables par l'ensemble de la population, deux solutions extrêmes seulement sont possibles: un désengagement militaire et économique total de la part de la Grande-Bretagne ou un gouvernement direct "permanent" de Londres.

Dans les deux cas, la guerre civile est inévitable.

aller-retour

le même jour

EXPRESS



\$9.95

Québec/Ste-Foy—Montréal

départs toutes les heures* de 6h a.m. à 1.15 h a.m.

durée du trajet express: 2 h 40 minutes

*sauf minuit, de Montréal; dernier départ de Québec à minuit **Voyageur**

stationnement
à Québec et Ste-Foy



Débardeurs: le juge Deschênes rend sa décision cet après-midi

OTTAWA (d'après PC)—Les débardeurs du Québec qui ont refusé d'obtempérer à la législation gouvernementale leur ordonnant le retour au travail pourraient bien se retrouver aujourd'hui devant une autre action en justice à Montréal, a annoncé le ministre du Travail John Munro.

Alors qu'il répondait en Chambre à l'ancien premier ministre John Diefenbaker, le ministre Munro a révélé que le juge Jules Deschênes de la Cour Supérieure du Québec rendra une ordonnance cet après-midi.

Les représentants des syn-

diqués en grève ont déclaré au juge Deschênes qu'ils ont averti les débardeurs que toute désobéissance de leur part pourrait signifier pour eux, l'emprisonnement. Ce qui n'a nullement empêché les 2.000 débardeurs de Montréal, Québec et Trois-Rivières de rester en grève.

Ils ont débrayé légalement le 1er avril après avoir rejeté un rapport du comité de conciliation, deux semaines plus tôt. Selon M. Diefenbaker, député conservateur de Prince-Albert, leur refus d'obtempérer à l'ordre fédéral est d'une "anarchie criante".

"Comment se fait-il, alors qu'ils enfreignent délibérément la loi... qu'il n'y ait pas de poursuite?", a-t-il demandé.

Ce à quoi M. Munro rétorqua que les autorités s'efforçaient de recueillir des preuves, ce qui ne satisfait aucunement M. Diefenbaker.

A la sortie, M. Diefenbaker a fait remarquer qu'un "étudiant en première année de droit pourrait recueillir assez de preuves pour faire condamner chacun d'entre eux".

Les pompiers de Montréal ont accepté les offres de la CUM

MONTREAL (PC) — Les pompiers de Montréal ont décidé hier par une faible majorité, d'accepter les offres finales que leur a faites la Communauté urbaine de Montréal (CUM), en vue de la signature d'une nouvelle convention collective de travail.

En annonçant la nouvelle, M. Jean L'Abbé, président du

syndicat des quelque 2.239 pompiers de Montréal, a déclaré qu'il souhaite que les autorités de la CUM puissent observer que c'est par une faible marge que les pompiers ont accepté les offres patronales.

M. L'Abbé a indiqué que de nouvelles négociations seront amorcées à la fin de décembre 1975 et que pour

1976, les pompiers tenteront d'obtenir des salaires égaux à ceux des pompiers de Toronto.

C'est dans une proportion de 1,022 à 936 que les pompiers ont accepté le nouveau contrat qui prévoit que le salaire moyen du pompier de première classe passera de \$12.000 à \$14.750 par année.

Six bureaux de poste paralysés hier par des postiers "malades"

MONTREAL (PC) — Toute activité a été interrompue vendredi, dans six bureaux de poste de Québec après que les postiers eurent refusé de se présenter au travail, protestant ainsi contre ce qu'un porte-parole syndical a appelé la lenteur des négociations en vue du renouvellement de la convention collective de travail.

de la région de Montréal n'a été affecté par ce débrayage, a précisé un porte-parole du bureau de poste de la métropole.

"Il semble, a-t-il déclaré, que ce ne soit qu'une toute petite épidémie..."

Par ailleurs, les membres du Syndicat des facteurs se sont présentés au travail dans toutes les régions du Québec où la livraison du courrier n'a en aucun temps été perturbée. Il n'y a que six facteurs, dans la région de Québec, qui ont refusé de se présenter au travail. Ces six travailleurs protestaient contre le renvoi d'un collègue.

Les localités visées par l'arrêt de travail sont Sept-Îles, Sherbrooke, Joliette, Lachute, Terrebonne et Sainte-Thérèse. Les postiers affectés aux bureaux de poste de ces localités se sont tous déclarés malades. Cependant aucun des bureaux

te-parole du Syndicat canadien des postiers de la région de l'est du Québec, a expliqué que l'action de ses camarades visait à protester contre la suspension de 39 postiers de la région de Montréal.

De son côté, M. Guy Perreault, président de la section montréalaise du syndicat des postiers, a indiqué qu'une assemblée générale des syndiqués est prévue pour dimanche soir. On y discutera aussi bien de l'état des négociations que de la suspension de 39 postiers montréalais.

"Nous nous trouvons dans une situation très

difficile", a déclaré M. Perreault, commentant les progrès des négociations. Il a précisé que 60 pour cent des changements proposés par les syndiqués montréalais n'ont pas encore été discutés.

Un porte-parole patronal a déclaré de son côté que le travail de routine était normal dans les bureaux de poste, si on tient compte du volume de courrier accumulé pendant la dernière grève des facteurs. M. Perreault affirme qu'au contraire, la situation est loin d'être normale.

Les facteurs ont débrayé pendant trois jours la semaine dernière.

carrières et professions

pour faire paraître vos annonces dans cette page, composez

647-3266

COMPTABLE DEMANDÉ

Pour une entreprise de Québec dans le commerce de la vente au détail.

FONCTIONS:

- Sous l'autorité du contrôleur:
- est responsable du département de la comptabilité;
- prépare les états financiers mensuels;
- participe à l'élaboration des budgets;
- prépare différents travaux d'analyse comptable pour la direction.

EXIGENCES:

- Étudiant en cours du soir pour l'obtention d'un C.A. ou R.I.A.
- Les candidats devront avoir une expérience dans la comptabilité.
- Etre apte à diriger du personnel.

TRAITEMENT:

Selon l'expérience et la compétence.

Faire parvenir curriculum vitae complet à:
Dépt 7300 - Le Soleil

ATELIER DU MEUBLE DU QUEBEC demande

REMBOURREUR avec expérience ou

COUTURIERE avec expérience
626-3087 - 623-4165

ESTIMATEUR AMBITIEUX

Sommaires à la recherche d'une personne sérieuse ayant expérience en estimation de systèmes de ventilation et chauffage pour prendre part à la formation d'une nouvelle compagnie. Envoyer curriculum vitae à:

Dépt 7301 - Le Soleil

Une journée sans
LE SOLEIL
c'est comme un jour sans soleil...

OPERATRICE DE MACHINE COMPTABLE

et
CAISSIERS (à temps partiel)
demandées
Pour institution bancaire.
692-2229

COORDONNATEUR DE CAMPAGNE

Un organisme d'envergure et bien connu de la région de Québec, dont une des fonctions est d'organiser et de réaliser une campagne annuelle de souscription, est à la recherche d'un candidat pour assumer la direction d'un de ses secteurs.

QUALIFICATIONS REQUISES:
Avoir quelques années d'expérience dans un poste de direction ou posséder une expérience équivalente dans la direction et l'organisation de campagnes de souscription. Aptitudes au leadership, à la créativité et au travail en équipe.

Posséder un bon jugement et savoir à l'occasion mettre en valeur le vrai sens pratique des "Relations Humaines"

TRAITEMENT:
A déterminer selon les qualifications et l'expérience. Faire parvenir votre curriculum vitae complet avec mention personnelle et confidentielle au plus tard lundi le 26 mai prochain, à l'adresse suivante:

Directeur du personnel
C.P. 130
St-Sauveur, Québec (8), Qué.

MODULE DE DECONDITIONNEMENT

Val Séjour Inc., Centre d'Accueil pour mésadaptés socio-affectifs privilégie la recherche rigoureuse de nouveaux types d'intervention en réadaptation institutionnelle. Ouvre un module fermé pour 15 garçons (12 à 18 ans) en état de désorganisation profonde, exigeant des mesures d'intervention de type exceptionnel et très spécialisé recherche:

UN RESPONSABLE D'EQUIPE

QUALIFICATIONS REQUISES:
— Maturité, leadership et créativité.
— Capable de former et d'animer une équipe multidisciplinaire de 14 éducateurs.
— Sens de l'organisation.
Expérience indispensable et très pertinente de la mésoadaptation et de la délinquance juvénile. Information complémentaire disponible. Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 24 mai 1975 à:

VAL SEJOUR INC.
301, rue Jacques-Cartier
Valleyfield, Qué.
Tél.: (514) 373-0281

COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE DU GOLFE

requiert les services d'un
AGENT DE LA GESTION FINANCIERE

Lieu de travail: Centre Administratif
30, rue Comeau
Sept-Îles, Qué.
Services financiers

NATURE DU TRAVAIL:
L'agent de la gestion financière effectue des tâches spécialisées dans des domaines tels que la programmation budgétaire, le financement et les normes et procédures administratives selon les besoins de la Commission.

ATTRIBUTIONS CARACTERISTIQUES:
Dans le domaine de la programmation budgétaire il peut notamment s'occuper de l'élaboration et de l'application des normes et des procédures propres à ce secteur. Il peut effectuer les projections nécessaires à la découverte des coûts d'opération à court terme, à moyen terme, et à long terme. Il peut exercer des contrôles sur le budget et sur des opérations comptables. Il peut également s'occuper de la préparation des états financiers.
Dans le domaine du financement scolaire il peut s'occuper de problèmes de liquidité notamment en prenant les mesures appropriées pour accélérer la perception des sommes dues à la Commission et en planifiant ses déboursés en faisant des études sur le marché des capitaux et en préparant les dossiers nécessaires pour aller sur le marché des emprunts ou sur celui des obligations.
Il peut être chargé de l'établissement et du contrôle de l'application de normes et de procédures administratives reliées aux opérations relevant de sa compétence, il peut aussi s'occuper du service de la paye. Il peut se voir confier toutes autres responsabilités inhérentes à sa fonction.

QUALIFICATIONS REQUISES:
Diplôme universitaire terminal de 1er cycle en commerce ou en administration, de quelques années d'expérience en gestion financière.

REMUNERATION:
Selon les politiques administratives et salariales du Ministère de l'Éducation.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur candidature à:

Les Services du Personnel
30, rue Comeau
Sept-Îles, Qué.

Fin du concours: 21 mai 1975

LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

recherche

pour le secrétariat d'état aux mines un:

STATISTICIEN

EXIGENCES:
Bilingue, deux (2) années d'expérience (de préférence dans le domaine minier).
Contrat minimum de 2 ans. Traitement équivalent au traitement canadien, frais de transport, de logement et de vacances annuelles au Canada à la charge du gouvernement ivoirien.
Prière de faire parvenir votre curriculum vitae et références avant le 31 mai à:

IVORY COAST DEVELOPMENT OFFICE
521, Fifth Avenue, suite 1604
New York, N.Y. 10017

les 500

SERVICE TECHNIQUE & VENTE \$12,000 et dépenses
Une entreprise Nord-Américaine spécialisée dans la fabrication d'ordinateurs et autres systèmes "IN PUT, OUT PUT" recherche un représentant technique pour la ville de Québec. Nous recherchons un technicien en électronique possédant un minimum de deux années d'expérience dans un milieu connexe à celui ci-haut mentionné.
La compagnie offre une période d'entraînement à l'extérieur de Québec d'une durée de 5 semaines. Ce poste intéressera celui qui se dirige en marketing dans un avenir prochain.

PREPARE AUX VENTES \$9,000 et plus
Une entreprise internationale recherche présentement un préparé aux ventes pour son bureau de Québec. Ce poste permettra à la personne choisie de se créer une carrière intéressante en vente et marketing.
La compagnie présente un programme de formation d'une durée de quelques semaines à l'extérieur de Québec. Les produits manufacturés et vendus s'adressent à l'industrie lourde et aux commerces de détail. Instruction minimum 12e année et connaissance de l'anglais parlé et écrit.

APPELER: CHARLES THERIAULT 522-8171
SERVICES DE SELECTION (QUEBEC) LIMITEE
2 Place Québec, suite 646, Québec G1R 2B5
Telephone: 522-8171 BUREAUX AFFILIES
MONTREAL TORONTO VANCOUVER HALIFAX OTTAWA EDMONTON CALGARY
861-8371 360-1293 688-8251 429-3173 237-2888 479-4347 263-4500

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE DU GOLFE

requiert les services de
DEUX RESPONSABLES DE RESIDENCES

Lieu de travail: Le Papinachois
La Mariouche 90, rue Comeau 100, rue Comeau
Sept-Îles Sept-Îles
(résidence de filles) (résidence de garçons)

NATURE DU TRAVAIL:
Dans une résidence qui accueille des étudiants de niveau secondaire, le responsable de résidence partagera la responsabilité de l'animation, de la consultation, de la surveillance et de la discipline générale des résidents selon la ligne de conduite tracée en collaboration avec l'équipe d'animation et conformément aux politiques de la Commission Scolaire Régionale du Golfe.

ATTRIBUTIONS CARACTERISTIQUES:
Le responsable de résidence assume la responsabilité générale de la résidence quant à son organisation humaine, physique et professionnelle et voit à la réalisation des objectifs de la résidence à travers le régime de vie et le programme d'activités. Il sélectionne, distribue les tâches, coordonne le travail de l'équipe d'animation et voit à améliorer leur formation professionnelle. En consultation avec l'équipe, il élabore le régime de vie des résidents et s'assure de son application. Il assure la communication avec les parents, les divers services de la Régionale et les autres organismes en rapport avec le bon fonctionnement de la résidence.

CRITERES D'ADMISSIBILITE:
Diplôme d'études collégiales dans une discipline appropriée de préférence dans le domaine de l'animation. Cinq (5) années d'expérience pertinente ou un diplôme universitaire dans une discipline appropriée de préférence dans le domaine de l'animation et trois (3) années d'expérience pertinente.

REMUNERATIONS:
Selon les politiques administratives et salariales du Ministère de l'Éducation.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur candidature à:

Les Services du Personnel
30, rue Comeau
Sept-Îles, Qué.

VILLE DE REPENTIGNY SURINTENDANT

Usine de Filtration Services Techniques

FONCTIONS:
— Sous la direction de l'ingénieur municipal, organise et dirige le travail du personnel affecté à l'opération d'une usine de traitement de l'eau;
— Surveille le bassin d'alimentation;
— Contrôle la qualité de l'eau;
— Procède à des analyses quotidiennes.

EXIGENCES:
— Détenir un diplôme de techniques en traitement de l'eau d'une école reconnue par le ministère de l'Éducation du Québec;
— Posséder une bonne expérience dans les tâches de direction et de coordination des travaux ainsi que dans les tâches d'opération et d'entretien d'une usine de traitement de l'eau.

TRAITEMENT:
— Selon l'expérience et la formation du postulant, plus les bénéfices marginaux existants à la municipalité. Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae d'ici le 30 mai 1975.

Service du personnel
435, boul. Iberville, Repentigny, Qué.



HOPITAL ST-FRANCOIS D'ASSISE REQUIERT LES SERVICES D'UN ASSISTANT PAIE-MAITRE

DESCRIPTION DE LA TACHE:
Effectuer les corrections des salaires pour l'informatique, également préparer les rapports des salaires (distribution multiple), faire les écritures de journal pour distribution au grand livre et pour les statistiques se rapportant aux salaires, contrôler toutes les déductions (assurances, cotisations, etc...), analyser les données comptables comparées au système de paie, effectuer tout autre travail se rattachant aux salaires.

QUALIFICATIONS REQUISES:
Posséder un diplôme d'études collégiales en technique d'administration. Avoir acquis 2 années d'expérience sur le traitement des salaires par informatique.

CONDITIONS:
Selon les normes du Ministère des Affaires Sociales.

MECANIQUES DE MACHINES FIXES A TEMPS PARTIEL

CHAUFFAGE REFRIGERATION **CLASSE IV CLASSE D**

Toute personne pouvant répondre à ces exigences peut faire parvenir son Curriculum vitae au Service du Personnel.

Hôpital St-François d'Assise
10, rue de l'Espinau
Québec, Québec G1L 2H1

Université Laval

FACULTÉ DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION

Poste:
Professeur à temps plein en économie de l'éducation.

Fonction:
Le candidat est un spécialiste en économie des ressources humaines avec un intérêt marqué pour l'analyse économique de l'éducation. Il partagera son temps entre l'enseignement (1er-2e-3e cycles) et la recherche pluridisciplinaire.

Exigences:
— Doctorat ou l'équivalent
— Expérience dans l'enseignement et la recherche souhaitée.

Traitement:
A déterminer selon qualifications et expérience.

Disponibilité:
A partir du 1er juin 1975.

Faire parvenir votre demande d'emploi et votre curriculum vitae avant le 15 mai 1975, à 17 heures à:

Jean-Yves Drolet, doyen
Faculté des Sciences de l'éducation,
Bureau 1454
Université Laval
Cité universitaire, Québec G1K 7P4
Cité universitaire, Québec

carrières et professions

pour faire paraître vos annonces dans cette page, composez

647-3266

CANADIAN ADMIRAL
1250, de la Jonquière, Québec
demande
TECHNICIEN
en réfrigération et appareils de buanderie
Pour travail dans la région de Québec.
Pour rendez-vous, téléphoner entre 9h.30 et 10h.30 a.m., à:
M. Claude Bélanger
683-2217

TECHNICIENS SENIORS ET INTERMEDIAIRES
demandés
Sols, bétons, asphaltés.
Conditions avantageuses, travail dans la région de Québec. Ecrire ou téléphoner à:
LABORATOIRE DE CONSTRUCTION INC.
2848, chemin Ste-Foy
Ste-Foy, Qué. Tél.: 658-0112

GERANT DE RESTAURANT
(pour Centre-Ville)
Avec expérience pour travail de soir. Références exigées (livraison).
S'adresser à:
RESTAURANT CROWN SMOKED MEAT
276, de la Couronne
Québec, Qué.
Tél.: 629-0181

SECRETARE JURIDIQUE
demandée
Période temporaire fin juin à fin octobre. Pour rendez-vous:
692-0687

FEDERATION QUEBECOISE DE LA MONTAGNE
DIRECTEUR TECHNIQUE
Fonctions: Sous la responsabilité du directeur général, assurer les fonctions suivantes:
— s'occuper du programme des stages de la Fédération. Voir à ce que les programmes mis en place soient conformes aux besoins des grimpeurs québécois.
— s'occuper de tout le programme technique: production de documents, statistiques, matériel, sécurité, etc.
— poste à Montréal.
Qualifications: détenir un brevet d'instructeur de la F.Q.M. ou l'équivalent.
— posséder de l'expérience dans l'enseignement des sports de montagne.
Traitement: Rémunération à fixer selon les qualifications du candidat.
Toute personne intéressée devra envoyer son curriculum vitae d'ici le 31 mai 1975 au:
Siège social de la Fédération, 1418 est, Jarry, Montréal.

PHYSIOTHERAPEUTE
Poste: temps complet régulier.
QUALIFICATIONS:
Diplôme reconnu par la Corporation Professionnelle des Physiothérapeutes de la province de Québec.
Les personnes intéressées doivent s'adresser au:
Service du personnel
CENTRE HOSPITALIER JEFFERY HALE
1250, chemin Ste-Foy, Québec 6
683-4471

OPTOMETRISTE
pour la ville de Québec
A temps partiel et possibilité d'association à temps plein.
Heures et salaire à discuter. S'adresser à:
Dépt 7302 — Le Soleil

PHYSIOTHERAPEUTE
(à temps complet)
demandé(e)
Bonnes conditions de travail, s.v.p. contacter:
M. Fernand Grenier
667-0672

VENDEURS DEMANDES
Dans le département du sport et dans le département du tapis, pour magasin de la Rive-Sud; avec expérience si possible.
Communiquer à:
833-0412

GARAGE W. MARTIN LTEE
Rand-Point, Lévis
recherche
1 PEINTRE AUTOMOBILE
Classe A, AB ou B
1 DEBOSSSEUR
Emplois permanents avec bénéfices marginaux usuels.
Communiquer avec:
M. Paul Pouliot, Directeur de services
à 837-8801

TECHNICIEN(NE) EN INHALOTHERAPIE
Poste: Temps complet régulier.
QUALIFICATIONS:
— D.E.C. en technique inhalothérapie et anesthésie.
— Connaissance de la langue anglaise serait souhaitable.
Les personnes intéressées doivent s'adresser au:
Service du personnel
CENTRE HOSPITALIER JEFFERY HALE
1250, chemin Ste-Foy, Québec 6
683-4471

Paquet inc
à Centre-Ville
demande une **VENDEUSE**
avec expérience souhaitable dans la vente de perruques et chapeaux pour dames.
Salaire selon convention.
S'adresser au service du personnel de Centre-Ville, 6e étage.

VERIFICATEURS
Notre bureau de Québec a un certain nombre de postes disponibles pour de jeunes comptables agréés et pour des candidats aux examens de l'ordre des C.A. qui ont au moins deux (2) ans d'expérience en vérification.
Les gens que nous recherchons seront aptes à accepter des responsabilités en qualité de comptable responsable du travail de vérification chez une diversité de clients. Des programmes internes de perfectionnement professionnel seront disponibles afin de leur permettre de faire face à ces nouvelles responsabilités et pour stimuler leur croissance personnelle et professionnelle.
Ces postes intéresseront ceux qui désirent se tailler une carrière dans la comptabilité publique ou qui désirent varier leur expérience professionnelle.
Les offres de service seront traitées confidentiellement.
PEAT, MARWICK, MITCHELL & CIE
1135, chemin St-Louis, Québec (6) Qué.
Tél.: (418) 683-1791

TECHNICIEN EN GENIE CIVIL
L'expansion de notre firme crée un besoin de personnel additionnel.
Description du travail:
— Relevés de manifestations de détériorations et de détails de construction sur tout genre d'édifices.
— Relevés sur le terrain.
— Dessin technique en construction.
Liaison:
Travaille sous la supervision du directeur du Service de la Construction.
Qualifications:
— Diplôme en technique de génie civil.
— Possède un minimum de trois (3) ans d'expérience connexe.
Lieu de travail:
Québec et dans la province occasionnellement.
Traitement:
Selon les qualifications et l'expérience.
Les personnes intéressées à poser leur candidature sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae à:
Investigations Techniques de Québec Ltée
831 Marguerite-Bourgeois, Québec, G1S 3W5.
Attention: Gérant du personnel.
Toute application sera traitée avec discrétion.

CONTREMAITRE
demandé
Projet de pont dans le comté de Bonaventure pour travaux de génie civil. S'adresser à:
ARCO CONSTRUCTION INC.
C.P. 305
Plessisville, Cté Mégantic, Qué.
Tél.: 1 (819) 362-7327

BUREAU DE COURTIER D'ASSURANCES
recherche
RESPONSABLE
pour son département de crédit
SECRETARE
Avec ou sans expérience pour travail général de bureau, dactylographie essentielle.
Salaire selon compétence.
Pour entrevue, communiquer avec:
M. Guy Lefebvre
529-9192

MAISON NOTRE-DAME DE LAVAL INC.
Centre d'accueil pour adolescentes demande
DIRECTEUR DU PERSONNEL
DESCRIPTION:
Responsable, sous l'autorité du Directeur général, de l'application des politiques en matière de gestion de personnel, de l'application et de l'interprétation des conventions collectives, de la sélection et de l'embauchage.
QUALIFICATIONS:
— posséder un diplôme universitaire, de préférence dans le domaine des relations industrielles.
— expérience pertinente dans un milieu connexe.
— aptitude en relations humaines.
SALAIRE ET BENEFICES MARGINAUX:
Selon les échelles salariales du Ministère des Affaires Sociales.
Les candidatures seront traitées confidentiellement. Faire parvenir curriculum vitae complet, au:
DIRECTEUR GENERAL
MAISON NOTRE-DAME DE LAVAL
310 BOUL. CARTIER
LAVAL-DES-RAPIDES

PSYCHOLOGUE BEHAVIORISTE
Val Séjour Inc., Centre d'Accueil pour mésoadaptés sociaux affectifs ouvert aux adolescents(es) de 12 à 18 ans privilégiés:
— L'ouverture au milieu socio-culturel (interaction).
— L'autonomie clinique de chacun des modules (recherche rigoureuse de nouveaux types d'intervention en réadaptation institutionnelle).
— La prise de décision à l'intérieur de chacun des champs de responsabilité définis en cogestion.

REPRÉSENTANT DES VENTES
Pour compagnie distribuant des produits importants dans le couvre-plancher. Armstrong resilient, tapis Seneca (Division Harding). Territoire de Québec et les environs. Le candidat doit être bilingue et avoir de l'expérience dans la vente.
Salaire et dépenses, plan boni, allocation pour voiture. S.V.P. faire demande par lettre ou téléphoner à:
Michel Moreau
G.E. SHNIER CO.
6660, Côte de Liesse
St-Laurent, Qué.
Tél.: (514) 341-6220

OFFRE D'EMPLOI PRINCIPAL D'ECOLE
La Commission Scolaire du Gouffre prévoit disposer d'un poste de principal dans l'une ou l'autre de ses écoles.
CRITERES D'ADMISSIBILITE:
A) des qualités de "leader" et d'animateur;
B) une formation exigeant au moins quinze (15) ans de scolarité;
C) une expérience démontrant une habileté à résoudre des problèmes d'ordre technique et administratif;
D) une expérience de cinq (5) ans, comme enseignant;
E) une bonne connaissance des programmes de l'élémentaire;
F) l'autorisation personnelle permanente d'enseigner, décernée par le Ministère.
Faire parvenir votre curriculum vitae ainsi que les raisons qui vous incitent à postuler pour l'emploi au:
Directeur du Personnel, Commission Scolaire Du Gouffre, Casier postal 70, Baie St-Paul.
DATE LIMITE DE RECEPTION:
Vendredi le 23 mai 1975, à 17 hres.

ACTUELLEMENT EN OPERATION
— Un module (15 filles), approche psychanalyse.
— Un module (15 garçons), approche psycho-éducation.
— Un module (15 garçons), approche Sullivan Grant Grant.
recherche une(un) responsable pour nouveau module de 15 filles.
QUALIFICATIONS REQUISES:
— Maturité, leadership et créativité.
— Capable de former et d'animer une équipe de six (6) éducateurs.
— Sens de l'organisation.
EXPERIENCE:
— Sérieuse en approche comportementale.
— Pertinente du milieu institutionnel.
Faire parvenir curriculum vitae avant le 24 mai 1975 à:
VAL SEJOUR INC.
301, rue Jacques-Cartier
Valleyfield, Qué.
Tél.: (514) 373-0281

INGENIEURS
1- **Ingénieur** spécialisé en charpente ayant un minimum de deux (2) années d'expérience pour prendre charge du département. Salaire et conditions excellentes. Lieu de travail: Ville de Laval.
2- **Ingénieur** avec expérience en mécanique des sols et contrôle des matériaux de construction pour prendre charge d'une succursale à Hull. Conditions au-dessus de la moyenne.
Communiquer avec:
Mme Jeanne Evans
BEAUDRY/DUPUIS/MORIN/ROUTHIER & ASS.
3333, boul. du Souvenir
Chomedey, Ville de Laval, Qué.
Tél.: (514) 332-3730

NOTRE FIRME EST A LA RECHERCHE DE
CONTREMAITRES-MECANICIENS
Possédant une vaste expérience dans la réparation de la machinerie lourde.
Lieu de travail: dans le Québec, les Maritimes et le Nord en général.
Bonnes conditions de travail, avantages sociaux, salaire selon la compétence.
Les candidats doivent soumettre leurs demandes par écrit en s'adressant à:
LES CONSTRUCTIONS DU ST-LAURENT LIMITEE
1101, boul. des Chutes
(C.P. 5010) Villeneuve, Québec, G1E 6B4
Tél.: (418) 661-9261

REPRESENTANT MEDICAL
Chicoutimi, Lac-St-Jean, Côte Nord
avec résidence: Chicoutimi ou environs
La réputation et l'envergure scientifique internationales de l'HOFFMANN-LA ROCHE LIMITEE dans le domaine de l'industrie pharmaceutique sont telles que nous exigeons que nos visiteurs médicaux soient dotés de qualités exceptionnelles pour nous représenter auprès des professions médicales et pharmaceutiques.
Expérience de la représentation scientifique un atout mais non essentielle.
Requis: Dossier académique adéquat; preuve de stabilité, maturité et succès dans vos entreprises antérieures.
Offrons: Formation professionnelle d'avant-garde; excellente rémunération; bénéfices marginaux très intéressants; automobile, frais de représentation pour faciliter déplacements nécessaires.
Dépt 7293, Le Soleil

BIBLIOTHECAIRES
Postes à Hull et à Alma
A. DEUX ADMINISTRATEURS DELEGUES POUR LES BIBLIOTHEQUES CENTRALES DE PRET DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN ET DE L'OUTAOUAIS
FONCTION
L'administrateur délégué a la responsabilité de l'organisation efficace et de l'animation de la Bibliothèque centrale de prêt. En sa qualité de bibliothécaire, il exerce tous les pouvoirs sur le plan professionnel; en sa qualité de gérant, il exerce des pouvoirs sur le plan administratif. Il est redevable de ses actions au conseil d'administration.
EXIGENCES
— posséder un diplôme universitaire en bibliothéconomie;
— être membre de la Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec;
— avoir au moins 4 ans d'expérience pertinente;
— être doué de qualités d'administrateur et d'animateur;
— avoir de l'initiative et du dynamisme.
TRAITEMENT MINIMAL
\$14,450. Cette somme pourra être augmentée en fonction de l'expérience.
ADRESSER LE CURRICULUM VITAE COMPLET A:
— Pour la B.C.P. du Saguenay-Lac-Saint-Jean, à:
B.C.P. du Saguenay-Lac-Saint-Jean,
a/s M. Léonce Girard, président,
100 ouest, rue Price,
Alma, Qué.
— Pour la B.C.P. de l'Outaouais, à:
B.C.P. de l'Outaouais,
a/s M. J.-René Préfontaine, président,
C.P. 938, Chemin Freeman,
Hull, Qué.
DATE LIMITE POUR L'INSCRIPTION
16 mai 1975.
B. CATALOGUEUR POUR LA BIBLIOTHEQUE CENTRALE DE PRET DE L'OUTAOUAIS
FONCTION
Prendre en charge le service de catalogographie et de classification.
EXIGENCES
Posséder un diplôme en bibliothéconomie.
TRAITEMENT MINIMAL \$8,500.
ADRESSER LE CURRICULUM VITAE COMPLET A:
B.C.P. de l'Outaouais,
a/s M. J.-René Préfontaine, président,
C.P. 938, Chemin Freeman,
Hull, Qué.
DATE LIMITE POUR L'INSCRIPTION 16 mai 1975

GERANT DES PIECES
L'OFFRE:
Salaire initial de \$20,000 avec allocation pour auto et bénéfices marginaux excellents. Participation aux profits. Position d'importance qui donne toute opportunité de développement et d'avancement.
LE CANDIDAT:
Possède 5 ans d'expérience dans l'organisation et la distribution de pièces d'équipement lourd et diesel. Doit être bilingue, avoir l'équivalent d'une 12e année et être prêt à donner un effort maximum pour un rendement maximum.
Faire parvenir curriculum vitae à:
Dépt 7290 — Le Soleil

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE DU GOLFE
requiert les services d'un
DIRECTEUR DES SERVICES DE L'EQUIPEMENT
LIEU DE TRAVAIL:
Centre Administratif
30, rue Comeau, Sept-Iles, Qué.
ATTRIBUTIONS CARACTERISTIQUES:
Le directeur des services de l'équipement planifie, organise, coordonne et évalue l'ensemble des activités relatives à la mise en place de l'équipement, à l'entretien préventif physique et ménager, à la sécurité, à l'approvisionnement aux services auxiliaires (transport alimentaire) aux équipements communautaires. Il assiste le directeur général et assiste les autres directeurs de services et les directeurs d'école au sujet de l'équipement. Il évalue le personnel sous sa responsabilité. Il accomplit toute autre tâche que lui confie son supérieur immédiat.
CRITERES D'ADMISSIBILITE:
• Diplôme universitaire exigeant un minimum de 16 années d'études en génie, en architecture ou en administration.
• 8 années d'expérience pertinentes dont au moins 3 au niveau deux ou dans des fonctions administratives équivalentes.
REMUNERATION:
Selon les politiques administratives et salariales du ministère de l'Éducation.
Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur candidature à:
Les Services du Personnel
30, rue Comeau
Sept-Iles
Fin du concours: 26 mai 1975

Campus d'Alma
675 Boul. Auger Ouest
Alma Tél.: (418) 668-2381
G8D 2D7
COLLEGE REGIONAL DU SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN
OFFRES D'EMPLOIS
Le Collège d'Alma du Collège Régional Saguenay-Lac St-Jean requiert les services de
PROFESSEURS
à temps complet pour l'année académique 1975-76.
EN TECHNIQUES INFIRMIERES (4 postes)
a) spécialités d'enseignement
un professeur en psychiatrie;
un professeur en médecine-chirurgie;
un professeur en obstétrique;
un professeur en infirmière et la santé (1re année);
b) qualifications
un(e) détenteur de diplôme universitaire et/ou d'expérience dans l'enseignement sera préféré(e), la licence d'infirmier(e) est exigée.
EN TECHNIQUES ADMINISTRATIVES (2 postes)
qualifications
diplôme universitaire de premier cycle avec option en finance ou en comptabilité.
EN PHILOSOPHIE
qualifications
diplôme de premier cycle universitaire.
TRAITEMENT:
Selon le décret des enseignants, tenant lieu de convention collective.
Faire parvenir votre offre de services et votre curriculum vitae jusqu'au 16 mai 1975, en mentionnant sur l'enveloppe le titre du concours auquel vous participez, à:
COLLEGE D'ALMA
Service du personnel
675 ouest, boul. Auger, Alma, Qué.
Concours: (bien préciser).

OFFRE D'EMPLOI
TECHNICIEN OU DESSINATEUR SENIOR EN ELECTRICITE
EXPERIENCE: 3 à 5 ans d'expérience dans un bureau d'ingénieur-conseil ou équivalent.
TRAVAIL:
— Exécuter des dessins d'électricité et d'éclairage de bâtiment.
— Préparer et surveiller le travail de technicien et dessinateur juniors.
LIEU DE TRAVAIL: Baie-Comeau
SALAIRE: à discuter selon compétence
TREMBLAY, DESCHENES, PINEAU ET ASSOCIES
225 BOULEVARD LASALLE,
BAIE-COMEAU, SAGUENAY
TELEPHONE: (418) 296-6711
Jacques Deschênes,
ingénieur.

LE CONSEIL SCOLAIRE DE NIAGARA SUD
 Invite des candidatures pour les postes suivants:

A) **PROFESSEUR** d'éducation physique (filles), mathématiques et anglais (english).

B) **PROFESSEUR** de beaux-arts (arts visuels). Ecole secondaire Confédération 670, av. Delba, Welland, Ontario

Prère de faire parvenir votre demande écrite et votre curriculum vitae à:

M. MARC YVAIN GIROUX
 Surintendant des écoles de langue française
CONSEIL SCOLAIRE DE NIAGARA SUD
 250 ouest, Chemin Thorold
 Welland, Ontario.
 Tél.: 1-(416) 735-3840

C. McMillan, présidente M. L. Townsend, directeur

Société fabricant des produits chimiques recherche

UN AGENT TECHNIQUE
 pour sa division des produits sanitaires:

Le travail: Sous l'autorité du chimiste responsable, l'agent visitera régulièrement les usines laitières clientes et leur fournira toute l'aide technique nécessaire au point de vue lavage et désinfection.

Qualifications: Etre âgé de 25 ans. De préférence diplômé de l'Institut de Technologie Agricole de St-Hyacinthe, section Technologie laitière. Toutefois une bonne expérience en mécanique et technologie laitières peut suffire.

Le salaire: Est établi en fonctions des qualifications du candidat, allocation de transport. Envoyez curriculum vitae et références, à:

Société Chimique Laurentide Inc.
 Bureau du Personnel
 C.P. 367,
 Shawinigan, P.Q. G9N 6V2

PERMANENT AU CONSEIL DES MEDIA COMMUNAUTAIRES DE LA REGION DE QUEBEC

Le nouveau permanent sera chargé d'une recherche animation dont l'objectif serait la formation politique des groupes communautaires en communication. Il opérationnalisera cette recherche auprès des média communautaires de la région 03.

Il travaillera avec les permanents déjà en place comme consultant auprès des projets de média communautaires.

QUALIFICATIONS:
 — Connaissance du milieu des média communautaires.
 — Expérience de travail dans les groupes populaires.
 — Connaissance de la région 03.
 Salaire à discuter. Veuillez faire parvenir votre offre d'emploi avant le 24 mai 1975 à l'adresse suivante:

CONSEIL DES MEDIA COMMUNAUTAIRES DE LA REGION DE QUEBEC
 264, rue de la Couronne, 2e étage
 Québec, Qué.

CARRIERE DANS LA FINANCE

Cet emploi offre une opportunité d'avancement vers une gérance et serait d'un attrait particulier pour une personne de 22 à 28 ans, bilingue, ayant complété une 12e année d'études. Expérience dans le financement ou bancaire serait un avantage.

Nous offrons un bon salaire de base en plus des bénéfices usuels. Communiquer avec:

M. G. Grenier
CANADIAN ACCEPTANCE CORPORATION
 3285, 1re Avenue, Québec
 TEL.: 628-1884

ou

M. P. Rémillard
CANADIAN ACCEPTANCE CORPORATION
 96, Route Kennedy, Lévis
 TEL.: 837-0207

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

DIRECTEUR DU SERVICE DE L'EXPLOITATION
MINISTERE DU TOURISME, DE LA CHASSE ET DE LA PECHE — Poste à Québec

FONCTIONS — Sous l'autorité du directeur des parcs, planifier, coordonner et contrôler les activités du service en vue de mettre à la disposition du public les parcs et les réserves de la province, pour des fins récréatives et touristiques. A cette fin: élaborer des programmes d'exploitation des parcs et réserves; orienter et superviser les chefs de district dans la réalisation des programmes d'exploitation relatifs à l'accueil de la clientèle, à la chasse et à la pêche au camping, etc.; collaborer avec les autres services à l'élaboration des objectifs du ministère en matière d'exploitation des parcs et réserves; préparer le budget de son service.

EXIGENCES — Diplôme universitaire en sciences de l'administration, en génie forestier, en sciences ou en toute autre discipline appropriée; vaste expérience reliée au secteur d'activités notamment dans un domaine suivant: l'écologie, l'aménagement du territoire, la récréation para-urbaine ou l'administration.

TRAITEMENT — Pouvant atteindre \$29,500

CONCOURS — E6200CE/02 — Date limite pour l'inscription: 23 mai 1975

Si le nombre de candidatures soumisses par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'œuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

AVIS DE CONVOCATION

La présente est pour vous informer que l'Association des Marchands d'Huiles du Québec tiendra son colloque annuel, mardi le 13 mai prochain, à 13h.30, à l'Auberge des Gouverneurs, 3030, boul. Laurier, Ste-Foy, Québec. Au programme, informations gouvernementales, permis d'inspection, approvisionnement. Le tout sera suivi d'un buffet vers 17h.00.

Le secrétaire

REPRESENTANTS D'EXPERIENCE

Compagnie manufacturière recherche des représentants pour la vente de systèmes de rayonnages mobiles (Mobile Shelving) pour la région de Québec et Québec métropolitain.

EXIGENCES:
 Expérience de la vente de systèmes similaires, bilingue et possédant automobile.
 Avantages sociaux usuels, salaire à discuter selon qualifications. Faire parvenir curriculum vitae à:

Dépt 7285 — Le Soleil

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

DIRECTEUR DU SERVICE D'INSPECTION DES INSTALLATIONS DE TUYAUTERIE
MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'OEUVRE — Poste à Québec.

FONCTIONS — Sous l'autorité du directeur général adjoint de l'inspection, planifier, diriger, coordonner et contrôler les activités du service d'inspection des installations de tuyauterie; assumer la responsabilité de l'application de la loi et des règlements concernant les mécaniciens en tuyauterie, les mécaniciens de machines fixes et les appareils sous-pression; représenter le bureau des examinateurs et le service d'inspection auprès du public et des différents groupes ou organismes; participer à l'élaboration de différents projets, notamment des révisions et rédactions de lois, règlements et normes.

EXIGENCES — Diplôme universitaire en sciences appliquées ou en toute autre discipline appropriée. Vaste expérience reliée aux fonctions du poste notamment dans les domaines de la pratique du génie et de l'administration.

TRAITEMENT — Pouvant atteindre \$26,500

CONCOURS — E6200CF/02 — Date limite pour l'inscription: 23 mai 1975

Si le nombre de candidatures soumisses par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'œuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

Commission de la fonction publique concours de recrutement



Concours ouverts également aux hommes et aux femmes

SPÉCIALISTE EN ÉDUCATION

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION — Postes à Québec et à Montréal.

EXIGENCES GÉNÉRALES — Diplôme universitaire en sciences de l'éducation, en sciences humaines ou en toute autre discipline appropriée.

TRAITEMENT pouvant atteindre \$20,198 selon la scolarité et l'expérience (en voie de révision).

CONCOURS E1233 - S'inscrire immédiatement INDIQUER SUR LE FORMULAIRE D'INSCRIPTION LE NUMÉRO DU CONCOURS ET LE TITRE SPÉCIFIQUE DU POSTE.

ENSEIGNEMENT ASSISTÉ PAR ORDINATEUR — Poste à Québec.

FONCTIONS — Assumer la responsabilité des activités de caractère pédagogique et des relations avec les usagers des systèmes conversationnels dans l'enseignement; informer et assister les clientèles dans le développement de cet enseignement; maintenir une documentation sur le déroulement des projets; assurer la qualité pédagogique des ressources utilisées.

EXIGENCES PARTICULIÈRES — 5 années d'expérience dans l'enseignement dont au moins une pertinente aux fonctions.

COORDONNATEURS DE COMMISSIONS D'ENSEIGNEMENT — Postes à Québec.

Quatre commissions du Conseil supérieur de l'Éducation:

- Commission de l'enseignement universitaire;
- Commission de l'enseignement collégial;
- Commission de l'enseignement secondaire;
- Commission de l'enseignement élémentaire.

FONCTIONS — Organiser et coordonner l'ensemble des travaux de la Commission; agir comme secrétaire de la Commission; être l'agent de liaison auprès des intéressés; coordonner les travaux des comités.

EXIGENCES PARTICULIÈRES — 3 années d'expérience dans le niveau scolaire touché par la fonction.

PROBATION ET CERTIFICATION DES MAÎTRES (SECTEUR ANGLOPHONE) — Poste à Québec.

FONCTIONS — Concevoir, élaborer et mettre en application un système de probation pour les professionnels des organismes d'enseignement; dispenser les informations nécessaires à l'application du système et en superviser l'expérimentation par de l'animation au niveau régional;

recueillir des données et collaborer à la rédaction des rapports consécutifs.

EXIGENCES PARTICULIÈRES — 3 années d'expérience dans le milieu scolaire anglophone ainsi que dans la formation des maîtres. Bonne connaissance de la langue anglaise.

AGENT DE DEVELOPPEMENT (ENSEIGNEMENT COLLEGIAL) — Poste à Québec.

FONCTIONS — Participer à l'élaboration et à l'application des politiques de développement de l'enseignement collégial dans les secteurs suivants: enseignement professionnel, éducation permanente, régionalisation de l'enseignement, évaluation des programmes.

EXIGENCES PARTICULIÈRES — 5 années d'expérience d'enseignement au niveau collégial.

SERVICES AUX ETUDIANTS (ACTIVES PARA-SCOLAIRES) — Poste à Québec

FONCTIONS Participer à l'élaboration des politiques et au développement des activités étudiantes à caractère social, culturel et sportif dans les commissions scolaires; agir comme animateur, consultant et agent de liaison; collaborer au développement de programmes de formation et de perfectionnement du personnel des écoles.

SERVICES AUX ETUDIANTS (INFORMATION) — Poste à Québec.

FONCTIONS — Constituer une banque d'information scolaire et professionnelle et en diffuser le contenu dans les commissions scolaires; participer à l'implantation du système; coordonner les travaux d'études et de recherches; s'assurer la collaboration des organismes ressources et des usagers.

EXIGENCES PARTICULIÈRES — 3 années d'expérience en information scolaire.

EXIGENCES PARTICULIÈRES — 2 années d'expérience en animation de la vie étudiante dans des écoles secondaires.

ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT (RESSOURCES HUMAINES) — Poste à Québec.

FONCTIONS — Participer à l'implantation des systèmes pouvant permettre une utilisation optimale des ressources humaines affectées aux commissions scolaires dispensant l'enseignement secondaire; recueillir les données et analyser les organisations fonctionnelles et administratives de ces organismes; assurer le développement et, au besoin, réaliser les études requises pour déterminer la distribution des effectifs; participer à l'élaboration de modèles relatifs à l'utilisation des personnels.

EXIGENCES PARTICULIÈRES — Formation et expérience en administration scolaire.

PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE ET SECONDAIRE (SCIENCES DE LA NATURE) — Poste à Québec.

FONCTIONS — Interpréter et appliquer la politique de la Direction générale relative à l'élaboration des programmes d'études et à l'approbation des manuels scolaires et du matériel didactique; collaborer avec les gens du milieu à l'établissement des cadres généraux des programmes, à la détermination et à l'implantation de la pédagogie et de la didactique.

EXIGENCES PARTICULIÈRES — Diplôme universitaire dans une des disciplines des sciences de la nature. 5 années d'expérience dans l'enseignement des sciences.

FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS — Poste à Québec.

FONCTIONS — Collaborer au développement de l'évaluation du fonctionnement des organismes d'enseignement de niveaux élémentaire et secondaire; participer à la planification et à l'élaboration d'instruments et en coordonner l'expérimentation.

EXIGENCES PARTICULIÈRES — 5 années d'expérience dans l'enseignement dont au moins 2 en administration scolaire.

ENFANCE EN DIFFICULTE — Poste à Québec.

FONCTIONS — Elaborer des instruments de mesure du développement socio-affectif et des instruments de mesure pour l'enfance en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage; recherches dans le domaine de l'évaluation objective du comportement de l'enfant par les enseignants.

EXIGENCES PARTICULIÈRES — Diplôme universitaire de 2e cycle en psychologie. 3 années d'expérience pertinente aux fonctions.

AGENT DE DEVELOPPEMENT (AUDIO-VISUEL) — Poste à Québec.

FONCTIONS — Promouvoir et coordonner le développement des moyens d'enseignement audio-visuels dans les organismes et établissements d'enseignement élémentaire et secondaire; promouvoir l'implantation des nouvelles technologies éducatives; s'assurer la collaboration des directions et des services généraux du ministère.

EXIGENCES PARTICULIÈRES — 3 années d'expérience en audio-visuel au niveau élémentaire ou secondaire.

MESURE ET EVALUATION (EDUCATION DES ADULTES) — Postes à Montréal.

FONCTIONS — Préparer et valider des instruments de mesure appropriés pour les programmes de formation aux adultes; effectuer des recherches et des études appropriées; superviser les équipes de travail; recommander l'approbation d'instruments d'évaluation.

EXIGENCES PARTICULIÈRES — 2 années d'expérience pertinente aux fonctions.

AGENT DE DEVELOPPEMENT (EDUCATION DES ADULTES) — Postes à Québec et à Montréal.

Postes distincts pour chacun des secteurs visés:

- a) Pédagogie des adultes et perfectionnement des personnels de l'éducation.
- b) Elaboration, expérimentation et implantation d'unités de formation, dans les secteurs suivants:
 Formation générale
 Formation professionnelle
 Education socioculturelle.
- c) Services éducatifs d'aide personnelle et d'animation communautaire (SEAPAC).

FONCTIONS — Participer à l'élaboration des politiques; collaborer à l'application des stratégies de développement; participer à des études et à des recherches; fournir une assistance technique aux agents d'intervention; étudier les demandes soumise et formuler des recommandations; prévoir des outils d'évaluation.

EXIGENCES PARTICULIÈRES — 4 années d'expérience dans le domaine de l'éducation dont au moins 2 en éducation des adultes.

FORMATION PROFESSIONNELLE: INDUSTRIE (EDUCATION DES ADULTES) — Poste à Québec.

FONCTIONS — Assister le coordonnateur des activités du secteur "industrie" de la formation professionnelle; participer à l'élaboration des politiques; assurer la formation et le perfectionnement des répondants régionaux et approuver les projets recommandés par ces derniers; voir à l'application des ententes avec le ministère du Travail.

EXIGENCES PARTICULIÈRES — 4 années d'expérience dans l'enseignement professionnel aux adultes. Une compétence exceptionnelle et une expérience reconnue peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

RESPONSABLE DES COURS DE LANGUES SECONDES (EDUCATION DES ADULTES) — Poste à Québec.

FONCTIONS — Organiser et superviser les cours de langues secondes dispensés par les commissions scolaires dans les industries et autres organismes dans la province; participer à la supervision pédagogique des projets spéciaux réalisés par les commissions scolaires.

EXIGENCES PARTICULIÈRES — 3 années d'expérience dans l'enseignement d'une langue seconde.

Si le nombre de candidatures soumisses par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'œuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

LA MUTUELLE S.S.Q.

Société spécialisée en assurance-groupe (régime de rentes, vie, salaire, accident-maladie) dont le Siège social est à Québec, requiert pour la région de Québec, des candidats pour combler le poste suivant:

REPRESENTANT (SERVICE)

FONCTIONS:
Fournir le service après vente et expliquer des régimes d'assurance-groupe à des directeurs d'entreprise, de corps professionnels et d'associations ouvrières.

QUALIFICATIONS:
— Age de 25 à 35 ans.
— Expérience de quelques années dans la vente, l'administration à un niveau intermédiaire ou les relations avec le public.

AVANTAGES:
— Base de rémunération; salaire annuel.
— Voiture fournie et allocation pour frais de voyages.

Pour ce poste, nous offrons un salaire selon les qualifications et l'expérience; régime de rentes et avantages sociaux particulièrement attrayants.

Faire parvenir votre offre d'emploi accompagnée d'un curriculum vitae à:

Le directeur du Personnel
La Mutuelle S.S.Q.
Case Postale 10500
Sainte-Foy, G1V 4H6

CHAUSSURES

Comité de chaussures demandé avec expérience. Bonnes conditions de travail. Communiquer avec M. Yvon Vézina, gérant.

DEXTER SHOES
Place Fleur-de-Lys
522-6214

CITE DES SEPT-ILES

Le poste :
INGENIEUR MUNICIPAL ADJOINT

FONCTIONS :
Agir comme adjoint au directeur du génie. L'ingénieur participe à la conception et à la réalisation des projets municipaux.

EXIGENCES : Le poste requiert les services d'un ingénieur possédant une solide expérience dans le domaine du génie municipal et dans la construction. Avoir fait ses preuves de succès dans les domaines précités.

QUALIFICATIONS : Etre membre de l'Ordre des Ingénieurs du Québec. Posséder l'initiative et le désir de relever des défis.

TRAITEMENT : Selon les politiques salariales établies. Chaque demande sera traitée confidentiellement. Le curriculum vitae sera adressé au :

Service du personnel
CITE DES SEPT-ILES
546, Dequen
Sept-Îles, Qué.

Fin du concours : 19 mai 1975



Burroughs
offre
CARRIERE DANS LE MARKETING

A tous les candidats désireux de faire une carrière professionnelle, Burroughs offre l'opportunité de faire la mise en marché de systèmes et équipements électroniques pour l'informatique. Les candidats doivent être diplômés universitaires en administration ou en génie et, de préférence, avoir suivi au moins une année de cours en sciences de l'informatique. La connaissance des méthodes de comptabilité est un avantage. Les candidats doivent être bilingues.

Prière d'adresser votre curriculum vitae à:
BURROUGHS BUSINESS MACHINES LTD.
c/s Directeur de succursale
2383 Chemin Ste-Foy, Ste-Foy, Qué.
Si vous désirez un rendez-vous, veuillez téléphoner à M. Luc Desjardins à 658-5810

EDUCATEURS(TRICES)

Le Centre d'Accueil "La Vigie" de Gaspé qui prévoit ouvrir ses portes bientôt, est à la recherche d'**EDUCATEURS(TRICES)**. Le Centre peut accueillir jusqu'à 16 adolescents mésoadaptés socio-affectifs. Il doit en outre donner des services de dépannage d'urgence à très court terme, d'observation et de rééducation. "LA VIGIE" est un petit Centre d'Accueil à faible capacité et constitue une expérience unique en son genre. L'unification dans la structure de fonctionnement y est vécue dans sa totalité.

Responsabilité: Accomplir de concert avec le Coordonnateur d'Unité et ses équipiers le travail de rééducation auprès des enfants, en partageant sa vie et organisant les activités.

Exigences:
— Posséder un diplôme universitaire en psycho-éducation;
— OU un diplôme d'éducateur spécialisé donné par le CEGEP;
— OU tout autre diplôme connexe et présentant une maturité personnelle qui permet de croire à un travail valable auprès des jeunes.

Lieu de travail: Au Centre d'Accueil "La Vigie" de Gaspé.

Traitement: Selon les échelles en vigueur dans les Centres d'Accueil pour enfants.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae avant le 28 mai 1975 à:

Réjean Boucher, Ps.-Ed.
Directeur du Centre d'Accueil
"La Vigie"
C.P. 1458, Gaspé, P.Q.

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

SECRETAIRE GENERAL PROGRAMME MULTI-MEDIA

MINISTERE DE L'EDUCATION — Poste à Montréal

FONCTIONS — Sous l'autorité du coordonnateur général, assumer la responsabilité de l'administration du programme. A cet effet: superviser la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du programme; s'assurer de l'exécution des décisions de la Commission administrative et du comité de coordination.

EXIGENCES — Diplôme universitaire en sciences de l'administration ou en toute autre discipline appropriée; environ 10 années d'expérience reliée aux fonctions du poste notamment dans le domaine de l'administration. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans ce secteur d'activités peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

TRAITEMENT — Pouvant atteindre \$23,500.

CONCOURS — E6210DE/02 Date limite pour l'inscription: 23 mai 1975.

Si le nombre de candidatures soumissionnées par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUEBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'oeuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

ANALYSTE EN PROCÉDES ADMINISTRATIFS

Une compagnie progressive en voie de réaliser une révision complète de ses systèmes, recherche un analyste dans son service d'organisation et méthode.

LE DEFI
Assumer la responsabilité de projets d'analyse de systèmes administratifs mécanisés ou manuels, d'études de rentabilité et d'agencement physique de locaux.

LE CANDIDAT
Le candidat idéal est âgé de 25 à 35 ans et possède une formation universitaire en administration ou l'équivalent, et un minimum de 1 an d'expérience dans le développement de systèmes mécanisés.

LIEU DE TRAVAIL Québec

SALAIRE
Selon qualifications, en plus d'un programme complet de bénéfices sociaux.

Faites parvenir votre curriculum vitae et téléphonez au Directeur du Service d'Organisation et Méthode à: 663-3551 POSTE 215.

SICO INC.
3280, boul. Ste-Anne
Québec, P.Q. G1E 3K9

ANALYSTE EN INFORMATIQUE

(Montréal)

Le service de l'informatique du ministère de l'Éducation est à la recherche d'un analyste en informatique.

Poste:
Responsable de l'entretien technique des systèmes des organismes scolaires.

Fonction:
Planifier, organiser, contrôler le travail d'une section composée d'analystes et de programmeurs et ayant comme charge:


- d'assurer une exploitation fiable des différentes applications offertes aux utilisateurs du réseau de télé-informatique;
- de rechercher, proposer et appliquer des solutions techniques propres à optimiser l'exploitation des applications;
- d'apporter un support technique aux différentes personnes ou sections ayant des responsabilités relatives aux applications du réseau de téléinformatique.

Exigences:
• Diplôme universitaire de premier cycle, de préférence en informatique;
• minimum de quatre années d'expérience pertinente à la fonction;
• connaissance approfondie de OS et HASP

Traitement:
Selon la scolarité et l'expérience.

Inscription:
Faire parvenir un curriculum vitae détaillé avec copie des attestations d'études à:
Lisette Bédard-Mattie
Service informatique
Ministère de l'Éducation
1035, de la Chevrolière
Édifice "G", 24e étage
Québec.

Date limite: 21 mai 1975

 **GOVERNEMENT DU QUÉBEC**
Ministère de l'Éducation
Service de l'informatique

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

CHEF DE LA VERIFICATION INTERNE

MINISTERE DES FINANCES — Poste à Québec.

FONCTIONS — Sous l'autorité du sous-ministre, établir et appliquer un programme de vérification interne des activités du ministère. A cette fin: analyser et étudier les méthodes, les procédures et les directives nécessaires au bon fonctionnement des opérations du ministère et proposer, s'il y a lieu, des améliorations pour doter le ministère de contrôles efficaces sur les plans comptable et administratif; faire des enquêtes et des rapports sur les sujets relevant de sa compétence.

EXIGENCES — Diplôme universitaire en administration ou en toute autre discipline appropriée. Environ 10 années d'expérience reliée aux fonctions du poste notamment dans le domaine de la vérification, du contrôle et de l'administration.

TRAITEMENT — Pouvant atteindre \$23,500

CONCOURS — E6210DD/02 — Date limite pour l'inscription: 23 mai 1975

Si le nombre de candidatures soumissionnées par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUEBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'oeuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

DIRECTEUR DU SERVICE DE LA PROGRAMMATION

MINISTERE DE L'EDUCATION — Poste à Québec

FONCTIONS — Sous l'autorité du directeur général de l'équipement, administrer et coordonner les activités du service de programmation, superviser le fonctionnement et la mise à jour des systèmes d'information et de contrôle relatifs aux inventaires, à la programmation des investissements et à la gestion des approvisionnements. A cette fin, mettre en oeuvre et assurer le bon fonctionnement des projets d'analyse et de développement en cours; promouvoir le développement de nouveaux systèmes d'information ou de contrôle.

EXIGENCES — Diplôme universitaire dans une discipline appropriée; environ 10 années d'expérience dans des fonctions administratives reliées à la gestion des systèmes. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans ce secteur d'activités peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

TRAITEMENT — Pouvant atteindre \$23,500

CONCOURS — E6210DC/02 — Date limite pour l'inscription: 23 mai 1975

Si le nombre de candidatures soumissionnées par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUEBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'oeuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

CHEF DU SERVICE DES SYSTEMES ET METHODES

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'APPROVISIONNEMENT — Poste à Québec

FONCTIONS — Sous l'autorité du directeur de l'organisation, planifier, organiser et contrôler les activités du service relatives à la conception, l'implantation et l'exploitation des systèmes de gestion des directions générales du ministère. A cette fin: effectuer des études sur l'organisation des unités administratives du ministère, les méthodes de travail et l'évaluation des tâches; concevoir et élaborer des procédures et des normes de gestion administrative.

EXIGENCES — Diplôme universitaire en sciences de l'administration ou en toute autre discipline appropriée; environ 10 années d'expérience reliée aux fonctions du poste, notamment dans le développement de système. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans ce secteur d'activités peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

TRAITEMENT — Pouvant atteindre \$23,500

CONCOURS — E6210BT/02 — Date limite pour l'inscription: 23 mai 1975

Si le nombre de candidatures soumissionnées par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUEBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'oeuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

RESPONSABLE DES SERVICES EDUCATIFS D'AIDE PERSONNELLE ET D'ANIMATION COMMUNAUTAIRE

MINISTERE DE L'EDUCATION — Direction générale de l'éducation des adultes — poste à Québec

FONCTIONS — Sous l'autorité du directeur général adjoint, et dans le cadre général d'une politique d'éducation des adultes, concevoir la politique du ministère concernant les "services éducatifs d'aide personnelle et d'animation communautaire" pour les adultes et en superviser l'application à l'intérieur de la direction générale de l'éducation des adultes et auprès des institutions de formation des adultes.

EXIGENCES — Diplôme universitaire dans une discipline appropriée; environ 10 années d'expérience reliée aux fonctions du poste notamment dans les domaines de l'administration et de l'animation de programmes analogues, dont quelques années en éducation des adultes. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans ce secteur d'activités peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

TRAITEMENT — Pouvant atteindre \$23,500

CONCOURS — E6210DH/02 — Date limite pour l'inscription: 23 mai 1975

Si le nombre de candidatures soumissionnées par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUEBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'oeuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

CONTREMAITRES POUR SEPT-ILES & SCHEFFERVILLE, P.Q.

\$16,500 — \$17,500

L'Iron Ore Company of Canada vous offre un emploi stable et un revenu au-dessus de la moyenne dans ses mines à ciel ouvert à Schefferville, Qué., et ses usines à Sept-Îles, Qué., dans les domaines suivants:

CONTREMAITRE DE FOSSES
CONTREMAITRE (Opérations Usine)
CONTREMAITRE (Mécanique et Electrique)

AVANTAGES: Vacances 1 mois après 3 ans de service. Allocation nordique pour Schefferville de \$150 par mois pour une personne mariée et \$135 par mois pour un célibataire.

CONTREMAITRE DE FOSSES
Voir à l'exploitation d'une mine à ciel ouvert. Les candidats ayant oeuvré dans des carrières ou des mines et qui sont familiers avec l'équipement lourd seront avantagés.

CONTREMAITRE (Opérations Usine)
Voir aux activités d'une équipe qui s'occupe à réduire le minerai par concassage, broyage et autres procédés pour le produit fini dans un concentrateur ou usine de bouletage.

CONTREMAITRE en mécanique
Surveiller les hommes de métiers dans la mécanique et soudure relative à l'entretien de l'équipement d'usine, de mines ou d'équipement lourd.

CONTREMAITRE en électricité
Surveiller le travail des électriciens qui s'occupent de la réparation et de l'entretien dans un ou plusieurs domaines tels que — usine de concentration, usine de bouletage, mines, terminus d'expédition, etc...

Les candidats intéressés ayant un cours secondaire et au moins deux années d'expérience dans un des domaines connexes sont invités à nous faire parvenir leur curriculum vitae à: **L'Iron Ore Company of Canada, Bureau d'Embauchage, 100 rue Retty, Sept-Îles, Qué.**

Les candidats répondant à nos besoins seront avisés des modalités à prendre afin de bénéficier d'une entrevue personnelle à Québec ou Montréal et possiblement à Sept-Îles.

COIFFEURS, COIFFEUSES

Excellentes conditions de travail.
Rémunération enviable.

LA CHATLAINE
692-2514

COMMIS DE BUREAU demandés(es)

pour institution bancaire.

QUALIFICATION REQUISE:
12 ans de scolarité ou l'équivalent.

692-2229

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

DIRECTEUR DE LA STATION EXPERIMENTALE DE TRAITEMENT DES EAUX

SERVICES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT — Poste à Vaudreuil

FONCTIONS — Sous l'autorité du directeur des laboratoires et recherches, assumer la responsabilité administrative et technique de la station expérimentale de traitement des eaux de Vaudreuil. A cette fin, participer à l'élaboration d'une politique de développement de cette station, participer à l'élaboration de programmes de recherches appliquées dans le domaine de traitement des eaux; s'assurer du bon fonctionnement des installations et équipements pour desservir les municipalités environnantes en eau potable et en traitement des eaux usées; élaborer des programmes de formation et de recyclage des opérateurs des usines de traitement d'eau et d'égouts; coordonner la réalisation de ces programmes.

EXIGENCES — Diplôme universitaire de 1er cycle en sciences pures ou appliquées, de préférence complété par des études postgraduates pertinentes au domaine de la qualité des eaux. Environ 10 années d'expérience reliée aux fonctions du poste.

TRAITEMENT — Pouvant atteindre \$23,500

CONCOURS — E6210DF/02 — Date limite pour l'inscription: 23 mai 1975

Si le nombre de candidatures soumissionnées par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUEBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'oeuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

VENDEURS
demandés
hommes ou femmes
25 ans et plus
expérience de la vente nécessaire

- Revenus au-dessus de la moyenne
- Bénéfices sociaux usuels
- Véhicule fourni

S'adresser à:
JEAN BOLTE
Directeur général des ventes
777, boul. Charest Ouest, Qué.

L'HOPITAL DU HAUT RICHELIEU
demande
UN(E) AUDIOLOGISTE

STATUT: A temps complet.

EXIGENCES:
— Détenir une maîtrise en audiologie.
— Être membre de la Corporation des Audiologistes et Orthophonistes du Québec.

CADRE DU TRAVAIL:
Hôpital régional moderne de 400 lits.
Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 16 mai 1975, au:
Service du personnel
HOPITAL DU HAUT RICHELIEU
a/s M. J.-Marc Trudeau
920, boul. du Séminaire, St-Jean, Qué.
ou téléphoner à frais virés à:
(514) 348-6101

REPRESENTANTS

Compagnie québécoise en pleine expansion est à la recherche de deux (2) représentants pour les régions est et ouest de Québec et Québec métropolitain.

- Expérience de 4 à 5 années dans le domaine de la vente de pièces et accessoires pour automobile.
- Salaire selon qualifications.
- Avantages sociaux usuels.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:
Dépt 7296 - Le Soleil

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE LA VERENDRYE
EST A LA RECHERCHE
D'UN PRINCIPAL @
L'ECOLE POLYVALENTE LE CARREFOUR
125 rue Self, VAL D'OR

OFFRE D'EMPLOI NO SDE 50.

ATTRIBUTIONS:
Sous la juridiction du Directeur général et en étroite collaboration avec les Directeurs de Services de la Commission scolaire régionale La Verendrye, le Principal de la Polyvalente Le Carrefour devra planifier, animer, superviser, contrôler et diriger toutes les ressources humaines, matérielles et techniques de cette école conformément aux lois scolaires, aux directives du Ministère de l'Éducation ainsi qu'aux résolutions et règlements de la Commission.

QUALIFICATIONS:
— Autorisation personnelle permanente d'enseigner décernée par le ministre.
— Une formation universitaire exigeant au moins seize (16) années de scolarité.
— Expérience comme enseignant cinq (5) ans.
— Une expérience démontrant une habileté à résoudre des problèmes d'ordre administratif et technique complexes.
— Une expérience de trois (3) ans au niveau 1 ou au niveau 2, à l'élémentaire ou au secondaire, directement reliée aux fonctions à remplir, ou l'équivalent.

TRAITEMENT:
Selon la politique administrative et salariale du Ministère de l'Éducation du Québec. (année 1974-1975: minimum: \$14,769, maximum: \$22,760.)

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES:
— École Polyvalente Le Carrefour:
clientèle: 2,500 élèves;
niveaux: sec. 1 à sec. V inc.;
secteur: général, professionnel et enfance inadaptée.

Début d'emplois 1er juillet 1975.
Les candidats intéressés sont priés de faire parvenir avec leur lettre d'intention, un curriculum vitae détaillé accompagné de pièces justificatives avant le lundi dix-neuf (19) mai 1975, 17:00 heures, à l'adresse suivante:
M. ANDRÉ JETTE,
Directeur du Personnel,
C.S.R. LA VERENDRYE,
528 avenue Centrale,
VAL D'OR, J9P 1P7.

OFFRE D'EMPLOI
A: L'Hôtel-Dieu de Rivière-du-Loup.

DEPARTEMENT: Santé Communautaire
POSTE VACANT: **Infirmier(ère) autorisé(e)**

Responsable des Soins Infirmiers
secteur Horton-des-Monts.
Dispensaire Horton-des-Monts, Lac des Aigles, Comté Rimouski.

ENDROIT:

DESCRIPTION DE LA TACHE:
— Coordonner le travail de trois infirmières appelées à exécuter les programmes de soins préventifs du DSC, à dispenser des soins infirmiers curatifs à domicile et au dispensaire et à offrir un service d'urgence continué auprès de la population des six (6) villages que comprend le secteur.
— Secourir les médecins qui feront de la clinique sur place deux demi-journées par semaine et voir à l'exécution de leurs directives.
— Suppléer, en l'absence de l'une ou l'autre des infirmières, et dispenser à sa place tout genre de soins.
— Participer au service de garde en disponibilité par rotation avec les autres infirmières.

QUALIFICATIONS:
— Infirmière autorisée membre en règle de l'O.I.I.Q.

EXIGENCE:
— Devra posséder un véhicule et se déplacer fréquemment.

EXPERIENCE:
— Minimum trois (3) ans. Préférence sera accordée au candidat (à la candidate) ayant une expérience diversifiée touchant plusieurs des secteurs d'activités que comprend la tâche

QUALITES ESSENTIELLES:
— Dynamisme, autonomie et tact.

DATE D'ENTREE EN FONCTION:
— 1er mai 1975 ou le plus tôt possible après cette date.

REMUNERATION ET AVANTAGES:
— Salaire suivant la convention collective de la C.O.P.S. plus prime présentement à l'étude. Logement meublé gratuit tous services fournis à même le dispensaire.

TOUTE DEMANDE D'EMPLOI DEVRA ETRE EXPEDIEE AU:
Directeur du Personnel,
L'Hôtel-Dieu de Rivière-du-Loup,
75, rue St-Henri,
Rivière-du-Loup, P.Q. G5R 2A4

COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL REGIONAL DE LA COTE-NORD
CONSEILLER D'ORIENTATION

NATURE DU TRAVAIL
Le rôle principal du conseiller d'orientation est de fournir une assistance professionnelle aux étudiants face à leur orientation en vue de favoriser leur intégration au monde du travail.

QUALIFICATIONS REQUISES
Posséder un diplôme universitaire terminal de premier cycle dans la discipline appropriée.
— Être membre de la Corporation des conseillers d'orientation de la province de Québec.
— Une expérience professionnelle est souhaitable.

LIEU DE TRAVAIL
Campus Mingan, 25 de la Verendrye, Sept-Îles, Qué.

CONDITIONS DE TRAVAIL
Selon la politique administrative et salariale du ministère de l'Éducation - Document no 25 - Minimum: \$9,192 - Maximum: \$17,116 (en voie de révision).

DATE D'ENTREE EN FONCTION
Le ou vers le 4 août 1975.

FIN DU CONCOURS
Le 16 mai 1975.
Faire parvenir votre curriculum vitae au:
DIRECTEUR DU PERSONNEL
Cegep Régional de la Côte-Nord
275, boulevard LaSalle
Baie-Comeau, Qué. G4Z 1T2

COLLEGE REGIONAL BOURGHEMIN
CAMPUS DE DRUMMONDVILLE



COURS OFFERTS AU PAVILLON DE LA MUSIQUE DU CAMPUS DE DRUMMONDVILLE POUR LA SESSION D'AUTOMNE 75

COURS 0.55.00:
Concentration musique
Conduisant aux études supérieures
COURS 551.00:
Musique populaire
Préparant aux différents métiers de la musique, professionnelle, club, spectacle.
COURS 550.921.71:
Cours complémentaires en musique
Donnant des notions de base.
SESSION D'ETE '75':
Débutant le 28 juillet - 3 semaines
1. Recyclage I et II
2. Musique 52
3. Musique 550-101-201-301-401-71
(Formation de l'oreille)
Date limite pour l'inscription à la session d'automne: 28 mai 1975
Date limite pour l'inscription à la session d'été: 13 juin 1975

Pour plus de détails s'adresser à:
Gilles Fortin
Pavillon de la musique
Cegep Bourgchemin
415, Des Ecoles,
Drummondville
Tél.: 819-478-4671

EXPANSION DES AFFAIRES

Si vous avez du dynamisme, de l'entregent, de l'expérience dans la vente des services fiduciaires ou des valeurs mobilières, et le désir de réaliser vos ambitions dans le secteur financier,

nous vous offrons:
Rémunération et boni selon vos réalisations
Allocations de dépenses
Programme complet d'avantages sociaux

Postes disponibles:
Montréal: conseiller, expansion des affaires
Trois-Rivières: directeur, expansion des affaires
Québec: conseiller, expansion des affaires
Chicoutimi: directeur, expansion des affaires
Rimouski: directeur, expansion des affaires
Rivière-du-Loup: directeur, expansion des affaires

Postez votre curriculum vitae à:
TRUST GÉNÉRAL
Le directeur
Service des ressources humaines
905 ouest, boul. Dorchester
Montréal, Québec

LA COMMISSION SCOLAIRE D'AYLMER
demande un
DIRECTEUR GENERAL

Responsabilités:
— Voit à l'exécution des décisions du conseil des commissaires et du comité exécutif.
— Assure la liaison entre le conseil et le comité exécutif, d'une part, et l'administration d'autre part.
— Dirige l'administration à tous les paliers.
— Recommande les politiques de la commission à l'intention soit du conseil ou du comité exécutif.
— Voit à la réalisation des étapes du processus de gestion.
— Dirige, coordonne et anime son équipe de gestion et toutes les fonctions d'innovation et de développement au sein de la commission scolaire.
— Élabore une politique de perfectionnement de l'ensemble de son personnel.
— Est responsable de l'ensemble des champs d'activités de la commission.
— Assure une délégation de ses responsabilités aux personnes qui oeuvrent dans des champs d'activités; il est le premier et le dernier responsable de son administration.

Qualifications:
— Une expérience d'au moins trois (3) ans au niveau de cadre.
— Une formation universitaire exigeant au moins 17 années de scolarité et de préférence une formation universitaire comprenant un diplôme de second cycle ou l'équivalent.
— Une expérience démontrant une habileté à résoudre des problèmes d'ordre administratif et technique complexes.
— Une expérience accumulée, de préférence dans le système d'enseignement.
— Le candidat devra être bilingue.

Salaire:
De \$22,330 à \$26,479 (échelle expirant le 30 juin 1975).
Toute demande d'emploi et curriculum vitae doivent parvenir le ou avant le 18 mai 1975 sous pli confidentiel à l'adresse suivante:
Comité de sélection du Directeur général
COMMISSION SCOLAIRE D'AYLMER
52 rue Elizabeth
Aylmer
Tél.: (819) 684-5387

L'HOPITAL DU ST-SACREMENT
recherche les services d'un
CHEF TECHNICIEN
pour son service de radiologie diagnostique.

NATURE DE LA FONCTION:
Le chef technicien en radiologie est responsable, sous l'autorité du coordonnateur administratif du contrôle et du fonctionnement du service de radiologie ainsi que de la discipline, de l'évaluation et de la répartition du personnel en fonction des besoins.

QUALIFICATIONS REQUISES:
Le candidat doit:
— Être membre en règle de l'Ordre des Techniciens en Radiologie du Québec (O.T.R.Q.).
— Être membre en règle de la Société Canadienne des Techniciens en Radiologie.
— Être spécialisé en radiologie vasculaire et en neuro-radiologie.
— Posséder une expérience de cinq (5) années à titre de technicien en radiologie.
Faire parvenir votre curriculum vitae au:
Directeur du personnel
HOPITAL DU ST-SACREMENT
1050, Ch. Ste-Foy
Québec, Qué. G1S 4L8

COORDONNATEUR D'UNITÉ

Le Centre d'Accueil "La Vigie" de Gaspé qui prévoit ouvrir ses portes bientôt, est à la recherche d'un **COORDONNATEUR D'UNITÉ**. Le Centre peut accueillir jusqu'à 16 adolescents mésoadaptés socio-affectifs. Il doit en outre donner des services de dépannage d'urgence à très court terme, d'observation et de rééducation.

"LA VIGIE" est un petit Centre d'Accueil à faible capacité et constitue une expérience unique en son genre. L'unification dans la structure de fonctionnement y est vécue dans sa totalité.

Responsabilité: Sous l'autorité immédiate du Directeur Général, il est responsable de la rééducation et du bien-être des enfants reçus au Centre. Il dirige et anime ses éducateurs. Il élabore les stratégies d'internet en collaboration avec le Directeur du Centre.

Exigences: Posséder un diplôme universitaire en Sciences Humaines: Psycho-Education ou l'équivalent. Il doit avoir une expérience pertinente au niveau de l'enfance inadaptée et de la rééducation.

Qualités requises: Sens de l'organisation, qualités de leadership.

Lieu de travail: Au Centre d'Accueil "La Vigie" de Gaspé.

Traitement: Selon les échelles en vigueur dans les Centres d'Accueil pour enfants.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae avant le 28 mai 1975 à:
Réjean Boucher, Ps.-Ed.
Directeur du Centre d'Accueil
"La Vigie"
C.P. 1458, Gaspé, P.Q.

EMPLOYEURS, EMPLOYEZ
Carrières et Professions

LA FEDERATION DE CANOTAGE DU QUEBEC
RECHERCHE
UN DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES

DESCRIPTION GENERALE:
— coordonne tous les secteurs du développement technique au niveau provincial
— forme et développe une soumission technique
— s'occupe du développement des cadres
— travaille à la promotion du sport du canotage dans tous les domaines.

LIAISON:
Relève du président de la Fédération

QUALIFICATIONS:
— académique: niveau universitaire ou équivalent
— expérience: 3 à 5 ans dans le domaine du sport en général

LIEU DE TRAVAIL:
Montréal
N.B.: Les personnes intéressées à poser leur candidature doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 15 mai 1975 à:
M. Yves Nadeau
Féd. de Canotage du Québec
1415 est, rue Jarry
Montréal, Qué.

CENTRE DE SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD
recherche
TRAVAILLEURS SOCIAUX PROFESSIONNELLS

TERRITOIRE DE SERVICE: La Côte-Nord (région administrative no 09) s'étendant de Tadoussac à Blanc-Sablon, incluant les villes minières de Gagnon et Schefferville.

POPULATION: Approximativement 110,000 habitants.

POSTES DISPONIBLES IMMEDIATEMENT

| Descriptions | Endroits |
|---|---------------|
| 1 organisateur communautaire | Schefferville |
| 1 praticien(ne) en consultation psycho-sociale | Schefferville |
| 1 praticien(ne) en enfance inadaptée | Sept-Îles |
| 1 praticien(ne) en milieu hospitalier | Gagnon |
| 1 praticien(ne) en milieu hospitalier (psychiatrie) | Sept-Îles |

Descriptions détaillées de fonctions disponibles sur demande

QUALIFICATIONS REQUISES:
Diplôme universitaire de 1er et 2e cycle en service social et, de préférence, candidat(e)s avec expérience

CONDITIONS DE TRAVAIL:
— Rémunération et bénéfices marginaux selon la politique du Ministère des Affaires sociales.
— Prime d'éloignement.
— Autres avantages possibles selon situation particulière.

DUREE DU CONCOURS:
Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur demande incluant curriculum vitae au plus tard le 24 mai 1975 ou:
Service du personnel
CENTRE DE SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-NORD
174, rue Bossé, Hauterive, P.Q. G5C 1L6

directeur financier

Nous recherchons, pour notre client, un cadre chevronné pour diriger le service financier d'une importante compagnie canadienne.

Cette compagnie s'intéresse directement à une vaste gamme d'activités se rapportant au secteur des transports.

Ce poste exceptionnel intéressera un cadre supérieur d'envergure, possédant les qualifications suivantes:

- il fait ou a récemment fait partie de l'équipe de direction d'une importante entreprise du secteur privé
- il occupe un poste de directeur financier ou est prêt à le faire

Le candidat choisi relèvera directement du président; il aura la charge de créer, de coordonner et de contrôler les plans et politiques de l'entreprise dans le domaine financier.

Les candidats doivent avoir un C.A. et de préférence un M.B.A.

La plus grande discrétion sera assurée et le nom des candidats ne sera donné à notre client qu'avec leur permission expresse.

Indiquer sur les enveloppes "Dossier no 800" et envoyer à

Price Waterhouse et Associés
conseillers en administration

5 place ville marie, montréal H3B 2G4
2 place québec, québec G1R 2B6

membre de l'association canadienne des conseillers en administration

Directeur régional des ventes

Notre client, une importante entreprise manufacturière dans le domaine des fournitures industrielles, est à la recherche d'un directeur des ventes pour prendre charge de ses opérations de marketing dans la province de Québec.

Le titulaire du poste relèvera du directeur national des ventes et aura la pleine responsabilité du fonctionnement du bureau des ventes au Québec. Il sera notamment impliqué dans la représentation professionnelle auprès des clients les plus importants ainsi que dans les décisions majeures concernant les stratégies de vente et de marketing. Il dirige un personnel d'environ 20 personnes.

Les candidats détiennent un diplôme universitaire, préféablement en génie ou en administration, et possèdent environ 5 à 10 années d'expérience dans la vente et la supervision d'un bureau de vente industrielle. Ils sont parfaitement bilingues et démontrent les qualités personnelles de sociabilité et de diplomatie nécessaires à la réussite dans un poste de haut niveau. La rémunération est très intéressante et fonction des qualifications et de l'expérience.

Les personnes intéressées par le poste décrit ci-haut pourront communiquer avec M. J.-C. Charbonneau, à 875-5835, poste 189.

Référence, dossier no 7223

Woods, Gordon & Cie
CONSEILLERS EN ADMINISTRATION
630 OUEST, BOULEVARD DORCHESTER, MONTRÉAL, QUÉBEC H3B 1T9
Membre de l'Association Canadienne des Conseillers en Administration

VENDEUR INDEPENDANT

demandé
CHANCE DE GAIN EXCEPTIONNELLE
COMME REPRESENTANT EXCLUSIF

Si vous êtes un homme bilingue et travaillant, vous gagnerez beaucoup d'argent avec nous. A titre de représentant des ventes, vous serez en contact avec les responsables d'écoles, de groupes culturels et sportifs pour les aider dans la promotion de leurs projets pour l'obtention de fonds. Notre compagnie est hautement respectée par son intégrité et le succès de ses ventes. C'est une possibilité de carrière dans un territoire pleinement protégé pour une compagnie bien établie. Aucun investissement requis. Envoyer votre curriculum vitae à:

CHOCOLAT LE MEILLEUR AU MONDE CANADA LTEE
A/S JEAN-JACQUES LALIBERTE
C.P. 1213, ST-LAURENT, MONTREAL, QUE., H4L 4X1
TEL.: (514) 331-6559

INGENIEUR

Nous avons un poste vacant pour un ingénieur expérimenté qui désire se joindre à un projet de recherches appliquées.

TACHE:

Se rapportant au chef du projet, l'ingénieur sera responsable des projets d'ingénierie sur place tel que l'entretien et l'opération d'une usine pilote. Il sera responsable pour l'instrumentation de l'usine et devra assister dans le dessin et l'évaluation des expériences de projets.

QUALITES REQUISES:

L'ingénieur devra posséder au moins trois (3) années d'expérience industrielle. Parmi ces trois (3) années, deux (2) devront être dans l'industrie des pâtes et papiers. Il devra être capable de converser dans les deux langues officielles.

ENDROIT:

Kénogami, Québec, avec possibilité d'être transféré à Pointe-Claire, Québec.

S.V.P. faire parvenir votre résumé à:

L'administrateur du personnel
INSTITUT CANADIEN DE RECHERCHES
SUR LES PATES ET PAPIERS
570, boul. St-Jean
Pointe-Claire, Qué. H9R 3J9

LE CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES (C.L.S.C.) DES PRES-BLEUS**RECHERCHE**

Le C.L.S.C. des Prés-Bleus est un établissement du réseau des Affaires Sociales qui dispense des services de première ligne (Accueil - information - référence, action communautaire et soins de santé et sociaux) à la population des municipalités suivantes: La Doré, St-Méthode, St-Félicien, St-Prime, Ste-Hedwidge, Pointe-Bleue, Roberval, Chambord, St-André, St-François-de-Sales et Lac-Bouchette. Le Siège Social est situé à St-Félicien avec un sous-centre de distribution à Chambord.

POSTES ET FONCTIONS:

1 travailleur social:
Organise et distribue les services d'orientation, d'information et de consultation psychosociale simple, au centre, au point de service et à domicile.

Organise des services de support aux groupes de citoyens aux prises avec des problèmes sociaux prioritaires.

Voit au développement et au bon fonctionnement des différents

programmes de services sociaux. Planifie les contrats et ententes de services dans le domaine social.

EXIGENCES MINIMALES:
- diplôme de 1er cycle en service social avec expérience ou diplôme collégial ou Technique d'Assistance Sociale avec expérience de trois (3) ans.

- expérience dans un poste de coordination.
- bonne capacité d'organisation.

3 infirmières et 1 médecin:

Organisent et distribuent les soins curatifs et préventifs de première ligne à la population du secteur, au centre, au point de service et à domicile.

spécialisée en nursing communautaire ou expérience pertinente dans le domaine.
- expérience dans l'application de programmes de prévention.

MEDECINS:

INFIRMIERES:
- membres de l'Ordre des Infirmières et Infirmières de la Province de Québec. (l'OIPQ)
- infirmière licenciée,

- Omnipraticien reconnu par le Collège des Médecins.
- sensibilisé à la médecine communautaire.

TACHES COMMUNES A TOUS LES POSTES:

Collaborer à l'élaboration des programmes curatifs et préventifs et des services du C.L.S.C. et participer à leur application, participer à l'organisation des mécanismes d'enregistrement et des dossiers, fait partie d'une équipe multidisciplinaire

EXIGENCES COMMUNES A TOUS LES POSTES:
- intérêt et aptitude au travail en équipe.

- capacité de travailler auprès des groupes de citoyens.

- esprit d'initiative et entretient.

- sens de l'organisation et de la coordination.

CONDITIONS SALARIALES:

Selon les qualifications et l'expérience; d'après les normes du Ministère des Affaires Sociales.

Faire parvenir votre "offre d'emploi" accompagnée de votre Curriculum Vitae pour le 23 MAI 1975:

MARC SIMARD,
Directeur général
C.L.S.C. des Prés-Bleus
1237, Sacré-Coeur, C.P. 220,
ST-FELICIE, GOW 2N0

avec mention du poste pour lequel vous faites application

CITE DE RIMOUSKI

Service Génie - Travaux Publics

OFFRE D'EMPLOI

INGENIEUR MUNICIPAL

(concours 75-2)

FONCTIONS

Sous la direction de l'ingénieur en chef, prépare les plans, devis et estimations de travaux municipaux et en assure la surveillance technique. Réalise différentes études de planification et de préparation de projets et seconde son supérieur dans les tâches se rapportant à divers projets techniques.

La fonction permet d'acquérir une vaste expérience dans le domaine du génie municipal.

RESPONSABILITES

Après une période d'entraînement suffisante, il deviendra responsable de la préparation, du contrôle et de la coordination des divers projets qui lui seront confiés.

QUALIFICATIONS

Le candidat devra posséder un diplôme d'ingénieur en génie civil, être membre de l'Ordre des Ingénieurs du Québec et posséder 1 à 2 années d'expérience en génie municipal.

On tiendra compte pour la sélection des candidats, des qualités personnelles, des notes académiques et de l'expérience acquise au cours d'emplois antérieurs.

TRAITEMENT

Salaire à discuter suivant les qualifications du candidat. Allocation de voiture, bénéfices marginaux et avantages sociaux très intéressants.

DEMANDE D'EMPLOI

Toute demande d'emploi devra être faite par écrit et accompagnée d'un curriculum vitae et retournée à l'adresse suivante:

CITE DE RIMOUSKI
Service Génie - Travaux Publics
a/s M. Jean Matte, ing.,
264 est St-Germain, Rimouski.

Prière de mentionner le numéro du concours: 75-2

CONCOURS POUR LE POSTE DE:**DIRECTEUR GENERAL****L'ORGANISME:**

L'Atelier de Céramique Julien Inc., est un organisme promoteur de l'art céramique par le service d'une école, d'un service de fabrication et de vente de matériaux et d'équipement et d'une galerie d'art.

FONCTION:

Sous l'autorité du conseil d'administration, le Directeur Général est responsable de l'administration et du fonctionnement des divers services. Il doit notamment planifier les activités et assurer l'organisation, le développement et le rendement optimal des divers services.

QUALIFICATIONS:

- Compétence et/ou expérience en administration.
- Sens des responsabilités et de l'organisation.
- Estime de l'art céramique.

TRAITEMENT:

Conditions de travail à discuter et salaire à négocier selon l'expérience et la compétence.

Date d'entrée en fonction: fin d'août 1975.

Toute personne intéressée à poser sa candidature doit faire parvenir son offre de service avec documents pertinents avant le 30 mai à:

Directeur du personnel
L'Atelier de Céramique Julien
909, boul. Pie XII
Ste-Foy, Québec.

COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL REGIONAL DE LA COTE-NORD BIBLIOTHECAIRE**NATURE DU TRAVAIL**

Le bibliothécaire est responsable de l'application des politiques relevant du Collège quant à l'organisation et à la gestion de la bibliothèque et des autres centres de documentation du Collège. Il est responsable de la bibliothèque; à ce titre, il assure la direction d'un personnel technique et de secrétariat et voit à l'utilisation rationnelle du budget du service.

QUALIFICATIONS REQUISES

- Diplôme universitaire terminal de premier cycle en bibliothéconomie.
- Connaissances en organisation et fonctionnement d'une audio-vidéothèque.
- Expérience professionnelle souhaitable.

LIEU DE TRAVAIL

Campus Mingan, 25 de la Vérendrye, Sept-Îles, Qué.

CONDITIONS DE TRAVAIL

Selon la politique administrative et salariale du ministère de l'Éducation - Document no 25 - Minimum: \$8,578 - Maximum: \$13,304 (en voie de révision).

DATE D'ENTREE EN FONCTION

Le ou vers le 15 juillet 1975.

FIN DU CONCOURS

Le 16 mai 1975.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

DIRECTEUR DU PERSONNEL
CEGEP REGIONAL DE LA COTE-NORD
275, BOULEVARD LASALLE
BAIE-COMEAU, QUE.
G4Z 1T2

COMMISSION A L'EXPANSION ECONOMIQUE VILLE DE LA TUQUE**COMMISSAIRE INDUSTRIEL****FONCTIONS:**

Relevant de la Commission Industrielle, le titulaire aura les responsabilités suivantes:

- Préparer un programme annuel d'action industrielle accompagné d'un budget selon la politique arrêtée par la Commission Industrielle;
- Etablir et maintenir des relations avec les industriels, hommes d'affaires et commerçants dans le but de promouvoir le développement des industries et commerces existants et de susciter de nouveaux investissements industriels et commerciaux;
- Voir à la préparation d'un inventaire économique des facteurs favorables à l'implantation de nouvelles usines dans la municipalité;
- Agir à titre d'agent de liaison entre la municipalité et les services gouvernementaux dans les matières concernant le développement industriel.

EXIGENCES:

- Avoir acquis une solide expérience dans le domaine de la promotion industrielle ou la commercialisation et la promotion de biens et services dans l'industrie.
- De préférence, posséder une formation universitaire en administration des affaires, comptabilité, vente, etc., ou toute expérience jugée équivalente.
- Etre capable de communiquer efficacement avec les cadres supérieurs de l'entreprise privée et des organismes gouvernementaux.
- Posséder une bonne connaissance de la langue seconde.

SALAIRE:

Selon expérience et qualifications.
Toute personne intéressée devra soumettre un curriculum vitae ou soussigné avant 17h.00, le 19 mai 1975 à:

COMMISSION A L'EXPANSION ECONOMIQUE
a/s du secrétaire
525, rue St-Eugène, C.P. 602
La Tuque, Qué.



Assurance collective

CHEF DU SERVICE DE L'ADMINISTRATION**LE POSTE:**

Sous l'autorité du directeur de l'administration de l'assurance collective, le candidat est responsable de l'application des procédures établies et de la production des émissions, des renouvellements et de la gestion générale des contrats collectifs d'assurance-vie, salaire, santé. Ce service compte actuellement 12 employés.

LIEU DE TRAVAIL: Montréal

LE CANDIDAT:

Compte quelques années d'expérience dans le domaine de l'administration de l'assurance collective ou individuelle et est capable de diriger une équipe de travail. Le candidat qui aurait entrepris ou complété les examens du L.O.M.A. ou des études actuarielles ou universitaires serait définitivement avantagé.

SALAIRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL: Selon l'expérience et la scolarité.

Les candidats intéressés sont priés de faire parvenir leur curriculum vitae ou de communiquer avec:

LES PREVOYANTS DU CANADA

Service du personnel
801 est, rue Sherbrooke
Montréal, Qué. H2L 1K8
Tél.: (514) 527-3141

LA COMMISSION SCOLAIRE LA VALLIERE

C.P. 280, St-Félicien
DEMANDE

PSYCHOLOGUES SCOLAIRES CONSEILLERS D'ORIENTATION**ATTRIBUTIONS:**

Sous l'autorité du responsable du service aux élèves, le psychologue et le conseiller d'orientation effectuent des tâches relatives à l'élaboration des objectifs et des politiques de travail de leur secteur en tenant compte des politiques générales d'administration et de pédagogie tant au niveau de l'école qu'au niveau de la commission. Ils sont chargés de l'application de cette politique.

Le psychologue et le conseiller d'orientation rencontrent les élèves, individuellement ou en groupe, ils leur administrent ou font des tests d'intelligence, de personnalité ou certains tests spécifiques. Ils sont chargés de leur rééducation et de leur réadaptation. Au besoin, ils réfèrent l'élève aux personnes concernées ainsi qu'à des institutions spécialisées.

Ils contribuent à l'élaboration de programmes d'activités, en particulier pour des classes spéciales; ils assistent et conseillent les administrateurs, les enseignants et les parents et leur communiquent les rapports appropriés. Ils participent à des études de cas à l'intérieur d'une équipe multidisciplinaire. Ils montent et tiennent à jour le dossier des élèves en ce qui concerne leur secteur. Ils peuvent se voir confier toutes autres responsabilités inhérentes à leur fonction.

QUALIFICATIONS REQUISES:

Posséder un diplôme universitaire de premier cycle en psychologie ou en orientation, avec option appropriée, de préférence au niveau maîtrise ou licence.

CONDITIONS DE TRAVAIL:

Selon la politique administrative et salariale du ministère de l'Éducation. Les intéressés sont priés de faire parvenir leur candidature accompagnée de leur curriculum vitae à l'adresse ci-dessous avant le 23 mai 1975

ROGER PARENT, Directeur Général
Commission scolaire La Vallière
C.P. 280
St-Félicien, Qué. G0W 2N0

Commission de la fonction publique concours de recrutement

Concours ouverts également aux hommes et aux femmes

**PROFESSEUR D'ANGLAIS**

MINISTRE DE L'IMMIGRATION - Postes à Montréal - Centres d'Orientation et de Formation des immigrants (COFI).

FONCTIONS

- Aider les immigrants à acquérir des connaissances linguistiques suffisantes et favoriser leur adaptation au milieu québécois en animant des activités d'apprentissage en langue anglaise et en évaluant la performance.

EXIGENCES

- Diplôme universitaire requérant un minimum de 16 ans de scolarité soit en lettres, en linguistique ou autres disciplines appropriées et posséder une expérience minimum de 4 ans dans l'enseignement, ou 2 ans au niveau de l'enseignement de l'anglais comme langue seconde.

TRAITEMENT pouvant atteindre \$18,860.

CONCOURS E6760AF/02 - Date limite pour l'inscription: 23 mai 1975.

CHEF DE LA DIVISION DU GRAPHISME

MINISTRE DES COMMUNICATIONS - Poste à Québec.

FONCTIONS

- Sous l'autorité du directeur du Service des Editions, élaborer et établir des normes concernant la présentation graphique des éditions gouvernementales et des publications confiées à l'Éditeur officiel du Québec par d'autres ministères; établir des programmes de publicité graphique; conseiller les services demandeurs dans l'orientation graphique de leurs imprimés; diriger une équipe de concepteurs graphistes et de techniciens en arts graphiques.

EXIGENCES

- Diplôme universitaire de premier cycle en arts graphiques ainsi qu'une expérience de plusieurs années dans une agence de publicité, une revue à grand tirage, un atelier de graphisme, d'édition ou un organisme gouvernemental spécialisé dans l'édition. Quelques années dans un poste de direction.

TRAITEMENT - Pouvant atteindre \$18,189 (en voie de révision).
CONCOURS E1043AA/02 - Date limite pour l'inscription: 23 mai 1975.

SPECIALISTE EN MALHERBOLOGIE

(AGRONOME)

MINISTRE DE L'AGRICULTURE - poste à Québec.

FONCTIONS

- A la direction générale de la recherche et de l'enseignement; diriger et effectuer des travaux de recherche et d'expérimentation dans le domaine de la biologie et de la physiologie des plantes et de la répression des mauvaises herbes en laboratoire, en serres et en parcelles d'expérimentation; préparer des

rapports scientifiques et techniques; participer à divers comités et commissions du ministère dans l'étude des programmes et la préparation de guides de production; diriger du personnel technique dans l'exécution des travaux.

EXIGENCES

- Membre de la Corporation professionnelle des agronomes du Québec; posséder de préférence un diplôme universitaire du 2e cycle; quelques années d'expérience pertinente dans la recherche sur la répression chimique des mauvaises herbes.

TRAITEMENT initial pouvant atteindre \$19,055 (en voie de révision).

CONCOURS E1063AA/02 - Date limite pour l'inscription: 24 mai 1975.

INGENIEUR FORESTIER

MINISTRE DES TERRES ET FORETS - Poste à Québec.

FONCTIONS

- Elaborer des normes relatives à la protection des forêts contre le feu; coordonner leur application; superviser les activités en rapport avec la loi de la Commission Canadienne des Transports; superviser la préparation de programmes de traitement de statistiques par ordinateur; représenter le Service de Protection contre le feu au sein de certains organismes canadiens et étrangers.

EXIGENCES

- Membre de l'Ordre des Ingénieurs forestiers. Au moins 10 années d'expérience en protection des forêts. Connaissance de la langue anglaise écrite et parlée.

TRAITEMENT INITIAL - pouvant atteindre \$20,198 (en voie de révision).

CONCOURS E1193A/02 - Date limite pour l'inscription: 23 mai 1975.

TECHNICIEN DES TRAVAUX PUBLICS

(Génie Civil)

DIVERS MINISTRES - Postes à Québec.

FONCTIONS

- Préparer des plans, devis et documents techniques d'ouvrages fixes tels les routes, les ponts et les viaducs, les barrages et les systèmes hydrauliques, les édifices publics et autres structures et aménagements physiques de territoire ainsi qu'assurer le contrôle de la réalisation des travaux qui en résultent; préparer des plans d'expropriation et des servitudes pour l'aménagement des routes principales et secondaires.

EXIGENCES

- Diplôme d'études collégiales avec spécialisation en techniques du génie civil ou dans toute autre spécialisation appropriée, OU diplôme de fin d'études secondaires équivalent à une 11e année ou à Secondaire V et 6 années d'expérience pertinente. Toute année de scolarité postsecondaire jugée pertinente équivaut à 2 années d'expérience.

TRAITEMENT INITIAL de \$6,454 à \$10,547 (en voie de révision).
CONCOURS E2633/02 - S'inscrire immédiatement.

TECHNICIENS EN INFORMATION

MINISTRE DES INSTITUTIONS FINANCIERES, COMPAGNIES ET COOPERATIVES - Postes à Rimouski.

FONCTIONS

- Répondre aux demandes de renseignements du public sur la loi de la protection du consommateur et ses règlements. Recevoir et traiter les plaintes en regard de cette loi; participer à l'éducation de la collectivité par la diffusion de l'information pertinente sur toute matière touchant la protection du consommateur.

EXIGENCE

- Diplôme d'études collégiales avec spécialisation en information ou en toute autre discipline appropriée OU diplôme de fin d'études secondaires équivalent à une 11e année ou secondaire V et 6 années d'expérience pertinente aux activités du technicien en information. Toute année de scolarité postsecondaire réussie jugée pertinente équivaut à 2 années d'expérience.

TRAITEMENT initial de \$6,282 à \$10,231 (en voie de révision).
CONCOURS E2711/02 - Date limite pour l'inscription: 27 mai 1975.

ASSISTANT - INSPECTEUR DES MINES

MINISTRE DES RICHESSES NATURELLES - Postes à Thetford Mines, Noranda et Québec.

FONCTIONS

- Sous la surveillance de l'inspecteur des mines, effectuer des travaux d'inspection afin de faire observer les règlements relatifs à l'aérogé, le contrôle des poussières et le bruit dans les mines et carrières; étudier les plans de ventilation; mesurer les concentrations de poussières, de gaz nocifs et les intensités de bruit dans les lieux de travail; recommander les mesures correctives appropriées.

EXIGENCES

- Diplôme d'études collégiales avec spécialisation en techniques minières ou dans une autre spécialisation pertinente OU diplôme de fin d'études secondaires équivalent à une 11e année ou à secondaire V et 6 années d'expérience pertinente. Toute année de scolarité postsecondaire réussie ayant les sciences ou techniques physiques comme matières dominantes équivaut à 2 années d'expérience pertinente.

TRAITEMENT INITIAL - pouvant atteindre \$10,547 (en voie de révision).
CONCOURS E2753AA/02 - Date limite pour l'inscription: 23 mai 1975.

Si le nombre de candidatures soumises par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main d'œuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

COMMIS-VENDEURS demandés
EXPERIENCE REQUISE
 Salaire plus commission.
 Se présenter au:
Magasin Latulippe Enr.
 637 ouest, St-Vallier
 Qué. 8, Qué.

ADJOINT AU CONTROLEUR

Ce nouveau poste offre de nombreux avantages aux gradués possédant un baccalauréat en administration des affaires (comptabilité) et un maximum de trois (3) années d'expérience. Se rapportant directement au contrôleur, le candidat élu sera responsable de plusieurs travaux tels que travaux concernant les octrois gouvernementaux, contrats, enregistrements d'immobilisation. Il devra de plus s'occuper d'établir le budget.

S.v.p. faire parvenir votre résumé, à:
L'Administrateur du personnel
L'INSTITUT CANADIEN DE RECHERCHES SUR LES PATES ET PAPIERS
 570, boul. St-Jean
 Pointe-Claire, Qué. H9R 3J9

PERSONNEL demandé

A cause de l'agrandissement de notre usine située à Ste-Foy, nous avons un besoin accru de personnel.

DIRECTEUR D'USINE
"DESIGNER" (TELECOMMUNICATIONS)
CONTROLEUR DE QUALITE
TECHNICIENS D'EXPERIENCE

Excellentes conditions de travail
 Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec:
Le Directeur du personnel

Centre Électro
Technique INC
 2495 Dalton,
 Ste-Foy, Québec 12
 Tél.: (418) 659-1111

LA COMMISSION SCOLAIRE DE CHATEAUGUAY CONCOURS:

DIRECTEUR DES SERVICES PERSONNELS AUX ELEVES
 (Secteur élémentaire)

ATTRIBUTIONS:
 — Le directeur des services personnels aux élèves planifie, organise, coordonne et évalue un ensemble d'activités relatives à l'orientation, à la psychologie, aux services sociaux et aux services de santé.
 — Il avise le directeur général et assiste les directeurs d'école au sujet des services personnels à offrir aux élèves.
 — Il anime le personnel affecté à ces services et fournit une aide spécialisée au personnel enseignant.
 — Il évalue le personnel sous sa responsabilité.
 — Il accomplit toute autre tâche que lui confie son supérieur immédiat.
 — Il fait partie de l'équipe de gestion des cadres supérieurs.
QUALIFICATIONS:
 — Autorisation personnelle permanente d'exercer dans les écoles, l'une ou l'autre des fonctions reliées aux services personnels aux élèves.
 — Diplôme universitaire exigeant un minimum de seize (16) années d'étude dans l'une ou l'autre des disciplines reliées aux services personnels aux élèves.
 — Huit (8) années d'expérience pertinente.

SALAIRE:
 Minimum \$13,395, maximum \$22,241.
 Ces taux sont ceux de la politique salariale 1974-75 à être réajustés pour l'année scolaire 1975-76.
DATE D'ENTREE EN FONCTION:
 Le 1er juillet 1975.
 Faire parvenir curriculum vitae avant le 20 mai 1975 à 17h.00 à l'attention de:

Directeur général
CENTRE ADMINISTRATIF
 184 nord, Salaberry
 Châteauguay, Qué.
 Tél.: (514) 691-5160

L'HOPITAL ST-CHARLES DE JOLIETTE
 recherche les services d'un(e)
ADJOINT(E) ADMINISTRATIF(VE)

L'Hôpital St-Charles de Joliette est un centre hospitalier de 800 lits spécialisé en psychiatrie adulte et infantile. L'établissement comprend en plus une section de 116 lits de soins physiques de longue durée.

FONCTION:
 Sous l'autorité de la Directrice du Service des Soins Infirmiers, il(elle) coopère à la gestion du service, assiste et conseille la Directrice en matières de ressources humaines, financières et matérielles dans le cadre des lois et règlements et conformément au plan d'organisation de l'établissement.

EXIGENCES:
 — Diplôme 1er cycle en gestion hospitalière ou l'équivalent.
 — Connaissance du milieu hospitalier.
 — Expérience antérieure pertinente.
 — Membre de l'ordre des Infirmières et Infirmiers du Québec.

Les personnes intéressées à poser leur candidature à ce poste doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 31 mai 1975, au:

Directeur du Personnel
Hôpital St-Charles de Joliette
 1000, boul. Ste-Anne
 Joliette, Qué. J6E 5B5

Centre Hospitalier des Laurentides
 recherche
DIRECTEUR DU PERSONNEL

L'HOPITAL:
 Un centre hospitalier de 636 lits à vocation multiple, à prédominance psychiatrique.

LA FONCTION:
 Assumer la direction du service du personnel en ce qui a trait à la planification, à l'organisation, à la coordination et au contrôle d'activités propres à la gestion des ressources humaines, tels le recrutement, la sélection, l'embauchage, la formation, les relations de travail et toute autre activité normalement exercée en gestion de personnel.

LE CANDIDAT:
 Devra posséder une formation universitaire, de préférence en relations industrielles, et quelques années d'expérience en gestion des ressources humaines. Devra, de plus, posséder les qualités nécessaires à l'exercice d'une telle fonction.

CONDITIONS DE TRAVAIL
 — Salaire en fonction des qualifications et de l'expérience du candidat choisi et compte tenu des normes salariales en vigueur dans le milieu.
 — Avantages sociaux accordés aux cadres du milieu des Affaires Sociales.

Faire parvenir curriculum vitae détaillé avant le 2 juin 1975 à:

Direction générale
CENTRE HOSPITALIER DES LAURENTIDES
 L'Annonciation, Clé Labelle, P.Q.

LE CENTRE DES SERVICES SOCIAUX DE QUEBEC
 recherche
PRATICIEN(NE) AU SERVICE SOCIAL SCOLAIRE

ENDROIT:
 Commission Scolaire Régionale de l'Amiante (secondaire) et autres endroits de la région administrative No 3.

RESPONSABILITES GENERALES:
 Sous l'autorité du directeur du service social scolaire, la personne choisie travaillera à la définition et à la réalisation des programmes d'intervention individuelle et collective auprès du milieu scolaire concerné.

EXIGENCES DU POSTE:
 — Formation universitaire de premier ou deuxième cycle en service social.
 — Posséder des aptitudes au travail d'équipe.
 — La préférence sera accordée au candidat possédant une expérience pertinente en milieu scolaire.

REMUNERATION:
 Selon les échelles en vigueur au C.S.S.Q.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur offre de service en indiquant le numéro de concours avant le 24 mai 1975 à:

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
 No de concours: 58
 3, Parc Samuel-Holland
 Québec, Qué. G1S 4M6

Université du Québec

DIRECTEUR DU SERVICE DE L'INFORMATION

Fonction:
 Sous la responsabilité du directeur général des relations publiques le titulaire de ce poste:

— dirige les activités d'information. A ce titre, il élabore, exécute et évalue divers programmes de communication et maintient des relations permanentes avec la presse;

— supervise la production des publications d'information générale notamment le magazine de l'Université, le rapport annuel et d'autres documents d'information écrits ou audio-visuels;

— participe à l'élaboration, à l'exécution et à l'évaluation des programmes de publicité institutionnelle et de support au recrutement des clientèles étudiantes.

Exigences:
 Détenir un diplôme universitaire de premier cycle de préférence en communication ou dans une discipline connexe;
 Posséder au moins sept (7) années d'expérience dans le secteur des relations publiques et/ou de l'information dont deux (2) au niveau de la direction;
 Excellente connaissance du milieu de l'information écrite et électronique et une certaine sensibilisation aux techniques de publicité et de promotion.

Lieu de travail: Québec

Traitements: Selon les qualifications et l'expérience. Les candidats(es) intéressés(es) à ce poste doivent faire parvenir leur offre de service avant 17 heures, le 20 mai 1975 au:

Responsable des services au personnel
Université du Québec
 2875, boul. Laurier
 Ste-Foy, Québec
 G1V 2M3

Le Centre hospitalier Brome-Missisquoi-Perkins
 est à la recherche d'un(e)
DIRECTEUR(TRICE)
 du Service des soins infirmiers.

Le candidat devra être membre en règle de l'Ordre des Infirmières et Infirmiers du Québec, et être détenteur d'un certificat en gestion hospitalière ou l'équivalent, et avoir plusieurs années d'expérience dans un poste de responsabilité similaire.

Les applications seront adressées au:
Directeur général
Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins
 950, rue Principale,
 Cowansville, Qué.

ARCHITECTE

L'expansion de notre firme d'expertises crée un besoin de personnel additionnel.

Description du travail:
 — Procéder à des travaux d'expertises tels que relevés de dommages, relevés de manifestations de détériorations, relevés de détails de construction, etc.
 — Analyses et recherches en technologie de construction
 — Préparation de rapports techniques
 — Conception et dessin de modes de réparations
 — Assistance technique auprès des avocats durant l'audition des causes devant les Tribunaux.

Liaison:
 Sous supervision du directeur du Service de la Construction.
Qualifications:
 A) Académique: Diplôme universitaire
 Membre de l'Ordre des Architectes de la Province de Québec
 B) Expérience: Un (1) ou deux (2) ans d'expérience dans la conception architecturale, la technologie de la construction et la surveillance de chantier.

Aptitudes:
 — Esprit d'initiative et sens de la précision
 — Apté à préparer des rapports techniques
 — Qualité marquée pour la recherche dans le domaine de la technologie en construction

Lieu de travail:
 Québec et dans la province occasionnellement
Traitement:
 Selon les qualifications et l'expérience

Les personnes intéressées à poser leur candidature sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae à:

Investigations Techniques de Québec Ltée
 831 Marguerite-Bourgeoys, Québec G1S 3W5
Attention: Gérant du personnel
 Toute application sera traitée avec discrétion.



PROGRAMME D'ÉTUDES EN DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (PRODEV)

OBJECTIF ET DURÉE
 — Programme interdisciplinaire bilingue à l'intention des personnes qui travaillent ou prévoient travailler dans le domaine du développement international.
 — Débute en septembre et peut être complété en un an à temps complet.
 — Peut être complété en deux ans à temps partiel au rythme de deux semestres par semestre et de trois sessions par année: de septembre à décembre, de janvier à avril et de mai à août.

CONTENU DU PROGRAMME
 — Quatre profils de cours
 — Problématique du développement international
 — Changements économiques dans les pays du Tiers-Monde
 — Gestion des programmes de développement
 — Etudes régionales et analyses de cas.
 — Cours de langue
 — Mémoire
 — Stages d'application (pour les stagiaires à temps complet seulement)

CONDITIONS D'ADMISSION
 — Baccalauréat universitaire ou l'équivalent
 — Expérience en développement international ou intention de travailler dans ce domaine.
 — Connaissance pratique de l'anglais et du français
 — Le dossier des candidats à l'admission doit être complété avant le premier juin pour le programme à temps complet et, pour le programme à temps partiel, un mois avant le début de chaque session.

On peut obtenir une brochure explicative ou poser sa candidature en s'adressant à:
Secrétaire général
Institut de Coopération Internationale
Université d'Ontario
 Ottawa, Ontario Canada. K1N 6N5
 (Tél.: (613) 231-2340/4910)

CEGEP DE LÉVIS-LAUZON

PROFESSEURS

Le Cégep de Lévis-Lauzon requiert les services de professeurs à temps plein en:

- biologie
- éducation physique
- techniques infirmières
- mathématiques
- chimie générale
- chimie industrielle (biochimie)
- assainissement de l'eau
- architecture
- fabrication mécanique (pour une année seulement)
- électrotechnique
- techniques administratives
- lettres et langues 601-902 (éléments de linguistique)
- assistance sociale
- politique

à la leçon ou à temps partiel en:

- Sciences humaines:
- histoire
- psychologie
- économie
- politique
- sociologie
- philosophie
- assistance sociale
- techniques administratives
- techniques de secrétariat
- techniques de l'informatique
- lettres et langues
- géologie

QUALIFICATIONS GENERALES:
 — Diplôme universitaire de premier cycle dans la discipline appropriée.
 — Aptitudes particulières au travail en équipe.
 — Expérience de l'enseignement souhaitable.
 — Le premier cycle universitaire pourra être compensé par un diplôme d'études collégiales et une vaste expérience pertinente dans les programmes professionnels.

QUALIFICATIONS PARTICULIERES:
 • Lettres et langues: 601-902. Être capable d'enseigner, également la littérature.
 • Electrotechnique: De préférence, être qualifié en instrumentation et contrôle.
 • Mathématiques: Expérience requise dans l'enseignement des mathématiques.

SALAIRE:
 Selon l'échelle de traitement du décret tenant lieu de convention collective.

Un curriculum vitae très détaillé, pièces justificatives à l'appui (attestations de scolarité et d'emploi) devra accompagner toutes les candidatures qui seront reçues jusqu'au 20 mai 1975, à l'attention de:

L'Agent de la gestion du personnel
Cégep de Lévis-Lauzon,
 205, Mgr-Bourget,
 Lauzon.

MEDECIN PSYCHOLOGUE
PHYSIOTHERAPEUTE
DEMANDES
C.P. 141 SILLERY, QUEBEC.



AGENTS IMMOBILIERS
 Hommes ou femmes

Notre compagnie, étant en pleine expansion dans la région de Québec, est à la recherche de candidats sérieux (avec ou sans expérience) pour nos divisions résidentielles et commerciales.

Nous vous invitons à communiquer avec messieurs...
 Succ. Ste-Foy, Div. résidentielle
M. Denis Gaumont, directeur 580 est, Grande-Allée, suite 80
 580 est, Grande-Allée, suite 80
 522-7041
 Succ. commerciale
M. Yvon Lavoie, directeur

Succ. Charlesbourg
 Div. résidentielle
M. René Boilard, directeur
 Les Galeries Charlesbourg
 Ire Avenue, Charlesbourg
 627-0901

Des voisins à votre goût

Gendron Lefebvre & Associés
 Consultants
 1 Place Laval, suite 200, Laval, Qué. H7N 1A1
 TEL.: (514) 384-1260

INGENIEUR VOIRIE

Le poste: Assumer les responsabilités de la surveillance de chantier sur différents contrats de voirie dans la région de Montréal.

Le candidat: Membre de l'Ordre des Ingénieurs du Québec. 2 à 3 ans d'expérience dans les domaines du design, de la surveillance et de l'administration de projets routiers.

INGENIEUR SENIOR EN CHARPENTE

Le poste: Assumer la responsabilité complète de projets de charpente en béton armé — Poste à Laval.

Le candidat: Membre de l'Ordre des Ingénieurs du Québec. 8 ans d'expérience dans le domaine.

DESSINATEURS SENIOR EN CHARPENTE

Le poste: Conception et mise en plan en structure de béton armé.

Le candidat: Cours technique en design. 5 à 7 ans d'expérience dans le domaine.

DESSINATEUR EN PLOMBERIE & CHAUFFAGE

Le poste: Conception et mise en plan en plomberie & chauffage. Calibrage de tuyauterie.

Le candidat: Cours technique en design. 4 à 5 ans d'expérience dans le domaine. Connaissance du code provincial et du code municipal en plomberie. Expérience en protection incendie, si possible.

Salaire selon expérience et qualifications. Excellents avantages sociaux. Perspectives d'avenir très intéressantes.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

Suzanne Bougie-Lauzon
Responsable,
Ressources humaines.

LE C.R.S.S.S. DE LA COTE-NORD
 RECHERCHE UN
COORDONNATEUR DES PROGRAMMES DE SERVICES SOCIAUX

ATTRIBUTIONS GENERALES
 • Sous l'autorité du directeur général, le coordonnateur des programmes de services sociaux assume les fonctions de planification et de programmation du secteur des services sociaux.
 • Poste cadre

FONCTIONS
 • Effectuer des recherches et constituer des dossiers régionaux sur les besoins de services sociaux de la population.
 • Animer des groupes de travail régionaux ayant comme objectifs d'identifier les besoins de services sociaux de la région et de planifier l'application de programmes.
 • Voir à la réalisation d'ententes entre les établissements, visant à:
 — favoriser les échanges de services et éliminer les doublonnages;
 — assurer une meilleure répartition des services dans la région;
 — améliorer l'efficacité administrative et la qualité des services.

EXIGENCES
 • Diplôme universitaire en sciences de l'administration ou en sciences humaines.
 • Bonne connaissance du réseau des Affaires sociales et du secteur particulier des services sociaux.
 • Aptitudes au travail en équipe.

LIEU DE TRAVAIL
 • Hauterive

REMUNERATION
 • En fonction de l'expérience et des qualifications, selon la politique salariale du CRSSS 09 en accord avec les normes du ministère des Affaires sociales.

FERMETURE DU CONCOURS
 • Faire parvenir curriculum vitae avant le 25 mai 1975, à l'adresse suivante:

Monsieur Claude Boisjoli
Directeur général
Conseil de la Santé et des Services Sociaux de la Côte-Nord
 911, De Puyalon
HAUTERIVE G5C 1N3
Comté Saguenay



Université Laval

RESPONSABLE DES LABORATOIRES DE LANGUES
Service de l'audio-visuel

Sommaire de la fonction:
 Sous la responsabilité du Directeur du Service de l'audio-visuel, le responsable des laboratoires de langues et des locaux d'apprentissage individuel:
 — assume la coordination de cette division pour la production et la diffusion;
 — est responsable de l'équipement de sa division;
 — assume la tâche d'animation et d'information des usagers et du personnel de sa division;
 — coordonne l'horaire d'utilisation des locaux destinés aux différents usagers tout en donnant la priorité à la Faculté des Lettres.

Qualifications requises:
 Maîtrise en didactique des langues.
 Expérience de 3 ans dans un laboratoire de langues.
 Diplôme en audio-visuel v.g. stage ou autres.

Traitement:
 \$15,708 - \$19,535 (actuellement en révision)

Les candidats intéressés sont priés de faire parvenir leur curriculum vitae avant 17h., le 19 mai 1975, à l'adresse suivante:

Le Service du personnel
Pavillon de la Bibliothèque
Bureau 3445
Cité universitaire (Québec)
G1K 7P4

Cité universitaire, Québec

INSPECTEUR DEMANDE

COMITE PARITAIRE DE L'AUTOMOBILE DE QUEBEC

Le travail consiste à faire l'inspection des livres de paye, des cartes de classification dans le domaine de l'industrie de l'automobile ainsi que la vérification et la mise en application du décret relatif aux salariés de garages de la région de Québec.

LIEU DE TRAVAIL: Québec et la région.

HEURES DE TRAVAIL: Les candidats seront appelés à travailler le jour, le soir, les fins de semaine et les jours fériés.

AGE: 25 à 40 ans.

INSTRUCTION: Cours secondaire complété; cependant, une solide expérience pourra être considérée comme équivalente.

EXPERIENCE: Connaissance de la comptabilité et du domaine de l'automobile sera considéré comme un avantage marqué. Facilité de contact avec le public ainsi que d'expression parlée et écrite en français.

AVANTAGES: Allocation d'automobile fournie. Salaire de \$8,000 à \$10,000 par année. Veuillez communiquer avec:

Michel Abel à 529-0626

COMPTABLE

demandé

Pour compagnie progressive de distribution de pièces d'automobile. Salaire selon expérience.

Faire parvenir votre curriculum vitae en mentionnant le salaire désiré à:

Dépt 7297 - Le Soleil

CUISINIER

Avec expérience en restauration. Léger capital requis. Très bon poste à Lévis, carrefour de la route 20 et Kennedy pour location immédiate.

M. Jean Godbout, propriétaire

837-9371

DESSINATEUR EN URBANISME

— Poste ouvert immédiatement
— Expérience d'au moins deux (2) ans
— Salaire selon compétence

Pour rendez-vous, téléphoner à:
PLURAM INC.
440 ouest, St-Cyrille
Québec, Qué.
Tél.: 688-0531

LETTREURS et APPRENTIS LETTREURS

demandés

Pour une entreprise établie depuis plus de 40 ans. Travail à l'année. Salaire selon expérience. Bénéfices marginaux.

ECRIRE A: Dépt 7288 - Le Soleil

INGENIEUR CIVIL

Poste permanent pour laboratoire déjà établi à Gaspé. Avantages et participation. Envoyer curriculum vitae à monsieur Romuald Guillemette.

LABORATOIRE D'INSPECTION ET D'ESSAIS INC.
Géotechnique / Contrôle Qualitatif
SONDAGES ETUDES / SOLS BETON-ASPHALTE-ACIER
MONTREAL 6775, BOMBARDIER, HIP 2W2 (514) 326-0130
QUEBEC 2660, CH. STE-FOY, GIV 4B1 (418) 653-8704

PRESSIER DEMANDE

(équipe de soir)
Pour RZO - Heidelberg, 2 couleurs, 28' x 40'.

Communiquer avec:

M. J.-Noël Fortin
687-3111, local 36

HOMMES OU FEMMES DE RELIURE

(équipe de soir)
Pour RZO - Heidelberg, 2 couleurs, 28' x 40'.

Communiquer avec:

M. B. Bélanger
687-3111, local 36

HOPITAL NOTRE-DAME

Centre hospitalier affilié à l'Université de Montréal

INFIRMIERS(ES) AUTORISES(ES)

Plusieurs postes vacants à temps complet.

Rotation: jour, soir, nuit.

— Conditions particulières aux permanents(es) de soir et de nuit.

— Orientation spéciale de quatre (4) semaines prévue pour les nouveaux et nouvelles diplômés(es) des Universités et des Cégeps.

Date d'entrée: 26 mai
7 juillet
4 août
2 septembre

Pour entrevue, les personnes intéressées doivent s'adresser, à:

MME RITA DAVID DESROCHES
Bureau d'emploi
1560 est, rue Sherbrooke
Montréal, Qué.
Tél.: (514) 876-6930

REPRESENTANTS-VENDEURS

demandés

Si vous possédez une automobile, que vous cherchez du travail à plein temps et êtes intéressé à gagner \$15,000 et plus, nous avons besoin d'hommes travaillants, avec ou sans expérience de vente.

Nous vous donnerons un cours d'entraînement gratuit.

Pour entrevue confidentielle, téléphoner à:

M. D. Tremblay 843-3271

PLAQUEURS ET MONTEURS EN TUYAUX

POUR UN CHANTIER MARITIME

Postes ouverts immédiatement pour des plaqueurs et monteurs en tuyaux qualifiés et ayant de l'expérience. Taux de salaire: \$5.74 l'heure en plus d'un régime d'épargne, d'une allocation d'outillage et autres avantages sociaux incluant le régime C.O.L.A.

Veuillez faire parvenir votre candidature au:

DIRECTEUR DU PERSONNEL
SAINT JOHN SHIPBUILDING &
DRY DOCK CO. LTD.,
P.O. BOX 970,
SAINT JOHN, N.B.

HOPITAL NOTRE-DAME

Centre hospitalier affilié à l'Université de Montréal

INFIRMIERS(ES) AUXILIAIRES

Plusieurs postes vacants à temps complet.

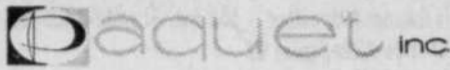
Rotation: jour, soir, nuit.

Orientation spéciale de trois (3) semaines prévue pour les nouveaux et nouvelles diplômés(es) de polyvalente.

Date d'entrée: 30 juin
21 juillet
11 août
2 septembre

Pour entrevue, les personnes intéressées doivent s'adresser, à:

MME RITA DAVID DESROCHES
Bureau d'emploi
1560 est, rue Sherbrooke,
Montréal, Qué.
Tél.: (514) 876-6930



à Place Laurier

Personnel demandé pour travail à temps régulier au nouveau restaurant 'La Joconde' de Paquet à Place Laurier

1 commis de bureau

(féminin)

5 serveuses

pour le casse-croûte

1 caissière

pour le casse-croûte

1 caissière

(temps partiel) au casse-croûte

2 barmaids

pour le bar-salon

2 plongeurs

1 garçon pour desservir les tables.

Vous adresser à M. Nicola au restaurant entre 9h.30 et 5h.30.

LA COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE LOUIS-FRECHETTE

REQUIERT LES SERVICES D'UN

MAGASINIER

LIEU DE TRAVAIL: Chantier-école de St-Romuald

DESCRIPTION DE LA TACHE:

- Faire le lien entre le chantier-école et les fournisseurs à l'aide d'un camion léger;
- S'occuper de l'entrée et de la sortie de la matière première (par ex.: huiles, graisses, filtres, carburants, etc.);
- Exercer un contrôle sur l'utilisation des outils et de l'équipement;
- Tenir à jour le journal des réparations et de l'entretien des machines;
- Exécuter toute autre tâche connexe demandée par son supérieur immédiat.

QUALIFICATIONS:

- Avoir complété le cours Secondaire V;
- Connaître la dactylo (si possible);
- Avoir des notions de mécanique;
- Posséder de l'expérience dans un domaine connexe.

SALAIRE:

Selon les dispositions de la convention collective en vigueur.

INSCRIPTION:

Les personnes qui désirent participer au concours doivent faire parvenir leur demande accompagnée de leur curriculum vitae, en mentionnant le numéro de concours 75-19, avant le 20 mai 1975 (17.00 heures), à:

Le Directeur des Services au Personnel,
Commission scolaire régionale Louis-Frèchette,
30 ouest, rue Champagnat, Lévis, Québec.

Le Commissariat Industriel de Roberval Métropolitain

OFFRE D'EMPLOI

Commissaire Industriel

Fonctions

Relevant de la Commission industrielle, le titulaire aura les responsabilités suivantes:

Préparer un programme annuel d'action industrielle, accompagné d'un budget, selon la politique arrêtée par la Commission industrielle.

Etablir et maintenir les relations avec les industriels, hommes d'affaires et commerçants dans le but de promouvoir le développement des industries et commerces existants et de susciter de nouveaux investissements industriels et commerciaux.

Voir à la préparation d'un inventaire économique des facteurs favorables à l'implantation de nouvelles usines dans les municipalités.

Agir à titre d'agent de liaison entre les municipalités et les services gouvernementaux dans les matières concernant le développement industriel.

Exigences:

Posséder une formation universitaire de préférence en administration des affaires, ou toute expérience qui sera jugée équivalente.

Etre bilingue.
Etre capable de communiquer efficacement avec les cadres de l'entreprise privée et des organismes gouvernementaux.

Salaire:

Entre \$14,000 et \$20,000

Toute personne intéressée devra soumettre un "curriculum vitae" ou soussigné avant 17 heures le 29 mai 1975.

Louis B. Provencher
Commission industrielle
Roberval Métropolitain
852, rue St-Jean, Roberval, P.Q.
G8H 2G8 Tél.: 275-2755

Note: Dû au conflit postal, les applications peuvent être transmises par téléphone.

Méoule cherche un graphiste!

Tu connais Méoule chez Cossette? Bernard Méoule, directeur artistique à l'agence de publicité Cossette Associés Communication Marketing est à la recherche d'un graphiste/maquettiste ayant une expérience professionnelle d'au moins 2 ans en publicité et possédant une bonne connaissance de la typographie.

★ Pour obtenir un rendez-vous avec Méoule, communique avec Carole, chez Cossette, à 647-2727.



437 EST, GRANDE ALLÉE, QUÉBEC.

LE SOLEIL
vous met
au courant...

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

CHEF DU SERVICE DES TRAVAUX — IMMEUBLES

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'APPROVISIONNEMENT — Poste à Québec

FONCTIONS — Sous l'autorité du directeur de l'exploitation des immeubles de la région de Québec, diriger, coordonner et contrôler les travaux en matière de conservation-réparation, entretien, planification, opération et aménagement; participer à la préparation des normes, politiques et méthodes de travail dans le domaine de l'exploitation des immeubles. A cette fin, agir comme entrepreneur pour la direction générale; collaborer à l'identification et à la correction des déficiences de construction afin d'assurer une exploitation et un entretien rationnels des nouveaux immeubles.

EXIGENCES — Diplôme universitaire en génie civil, génie mécanique ou en toute autre discipline appropriée. Environ 10 années d'expérience reliée aux fonctions du poste notamment dans la construction ou l'entretien d'immeubles. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans ce secteur d'activités peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

TRAITEMENT — Pouvant atteindre \$23,500

CONCOURS — E6210AB/02 — Date limite pour l'inscription: 23 mai 1975

Si le nombre de candidatures soumisses par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'œuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

Sears

● PLACE LAURIER SEULEMENT

Mécaniciens Alineurs

FONCTION
● Mécaniciens d'automobile à notre Centre de l'Auto
● Alineurs à notre Centre de l'Auto

QUALIFICATIONS

● Mécaniciens de classe A, B ou C
● Alineurs compétents
Toute demande fera l'objet de la plus grande discrétion.

Simpsons-Sears Ltd.
Bureau du Personnel
Place Laurier
658-2121, poste 315

Prière de prendre rendez-vous

Concours ouvert également aux hommes et aux femmes

CHEF DU SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT

MINISTÈRE DE LA JUSTICE — Poste à Québec.

FONCTIONS — Sous l'autorité du directeur de l'équipement, planifier, coordonner et contrôler les activités relatives à l'allocation de l'espace pour le ministère. A cette fin: inventorier les besoins en locaux; planifier à moyen et à long termes les projets de construction, de réaménagement, de rénovation, de location ou de remplacement et en assurer le suivi.

EXIGENCES — Diplôme universitaire en architecture ou dans une discipline connexe; environ 10 années d'expérience reliée aux fonctions du poste notamment dans la préparation de plans et devis de construction. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans ce secteur d'activités peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

TRAITEMENT — Pouvant atteindre \$23,500.

CONCOURS — E6210DG/02 — Date limite pour l'inscription: 23 mai 1975.

Si le nombre de candidatures soumisses par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'œuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.



Agence canadienne de développement international

Canadian International Development Agency

en collaboration avec

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC

Le Gouvernement du Canada, en collaboration avec le Gouvernement du Québec, poursuit en Afrique francophone, une action de coopération internationale en éducation visant à favoriser le développement par le biais de la formation de nationaux dans leur milieu. Cette action se manifeste entre autres par l'envoi de professeurs qui oeuvrent au niveau de la formation des maîtres et de l'enseignement dans les disciplines scientifiques.

Aussi à maintenant, les postes suivants sont encore à pourvoir pour septembre 1975:

J) Université Nationale du Rwanda (U.N.R.):

- Professeurs de biologie (3) (botanique, zoologie, écologie)
- Professeur de physique (1)
- Professeur de mathématiques (1)
- Professeurs d'agronomie (3) 1 phytotechnie - 2 zootechnie

Tous les candidats à ces postes à l'U.N.R. doivent posséder la Maîtrise.

B) Ecole Normale Supérieure (E.N.S.) du Gabon:

- Professeurs de chimie (2) 1 en spécialisation - 1 didactique
- Professeurs de didactique des mathématiques (2) 1 en spécialisation - 1 didactique
- Professeur de didactique de la physique (2) 1 en spécialisation - 1 didactique

Tous les candidats à ces postes à l'E.N.S. doivent avoir un niveau M.A. (ou l'équivalent) et de préférence en didactique de la discipline à enseigner.

C) Lycée polytechnique de Bonabéri (Cameroun):

- Professeur de techniques de génie civil (2)
- Professeur de techniques du froid (1)

Les candidats à ces postes à Bonabéri possèdent normalement le baccalauréat en enseignement et possèdent une expérience ou niveau collégial.

D) Mali, Togo, Dahomey, Mauritanie, Côte d'Ivoire:

Certains postes sont prévus en enseignement technique (électricité, technique professionnelle, travaux publics) requérant une formation au niveau du Bacc. en enseignement technique ou l'équivalent, et un poste en économie monétaire requérant un doctorat en économie.

Conditions de candidature:

Excellente maîtrise du français écrit et oral/Excellente santé/disponibilité par rapport à l'employeur actuel/Aptitude à fonctionner dans un milieu culturel autre.

Expérience:

Minimum de 3 ou 4 ans d'enseignement à temps plein dans la discipline de spécialisation. Pour le secteur technique, expérience dans l'industrie également souhaitable.

POUR POSER SA CANDIDATURE TÉLÉPHONER AVANT LE 23 MAI 75 A:

N. F. Arsenault, tél.: 613-996-7641

Les candidats retenus convoqués par le comité conjoint de sélection (ACDI-MEQ) à une rencontre et le cas échéant, à un stage de décision pendant une fin de semaine.